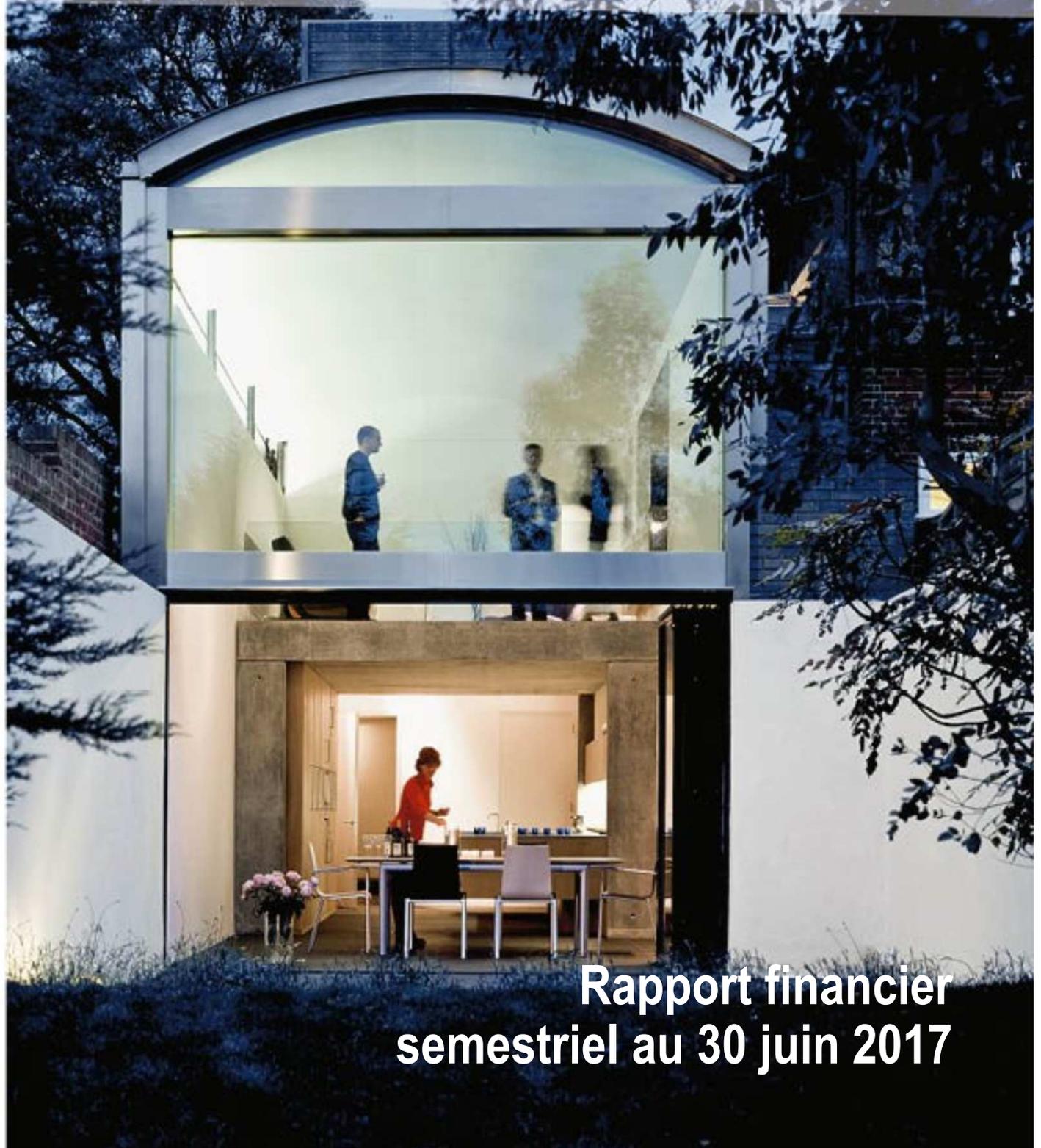




REXEL

un monde d'énergie



**Rapport financier
semestriel au 30 juin 2017**



Société anonyme
au capital social de 1 516 715 885 euros
Siège social : 13, boulevard du Fort de Vaux – CS 60002
75017 Paris - France
479 973 513 R.C.S. Paris

Rapport financier semestriel au 30 juin 2017

I. Rapport d'activité	page 2
II. Etats financiers consolidés intermédiaires résumés.....	page 24
III. Rapport des commissaires aux comptes	page 47
IV. Attestation du responsable du rapport financier semestriel...	page 50

I. Rapport d'activité

(Données non audités)

SOMMAIRE

1. EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT DU GROUPE	4
1.1 SITUATION FINANCIERE DU GROUPE	4
1.1.1 <i>Présentation générale du Groupe</i>	4
1.1.2 <i>Saisonnalité</i>	5
1.1.3 <i>Effets liés aux variations du prix du cuivre</i>	5
1.1.4 <i>Comparabilité des résultats opérationnels du Groupe et EBITA Ajusté</i>	5
1.2 COMPARAISON DES RESULTATS AU 30 JUIN 2017 ET AU 30 JUIN 2016	8
1.2.1 <i>Résultats consolidés du Groupe Rexel</i>	8
1.2.2 <i>Europe (54% du chiffre d'affaires du Groupe)</i>	12
1.2.3 <i>Amérique du Nord (36% du chiffre d'affaires du Groupe)</i>	15
1.2.4 <i>Asie-Pacifique (10% du chiffre d'affaires du Groupe)</i>	17
1.2.5 <i>Autres activités</i>	19
1.3 PERSPECTIVES	19
1.4 FACTEURS DE RISQUES ET INCERTITUDES	19
2. TRESORERIE ET CAPITAUX	20
2.1 FLUX DE TRESORERIE	20
2.1.1 <i>Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles</i>	20
2.1.2 <i>Trésorerie nette provenant des activités d'investissement</i>	21
2.1.3 <i>Trésorerie nette provenant des activités de financement</i>	22
2.2 SOURCES DE FINANCEMENT	23

1. | EXAMEN DE LA SITUATION FINANCIERE ET DU RESULTAT DU GROUPE

Rexel a été créée le 16 décembre 2004. Les actions de la société Rexel sont admises aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris depuis le 4 avril 2007. Le groupe comprend Rexel et ses filiales (« le Groupe » ou « Rexel »).

Le rapport d'activité est présenté en euros et toutes les valeurs sont arrondies au dixième de million le plus proche sauf indication contraire. Les totaux et sous-totaux présentés dans le rapport d'activité sont calculés en milliers d'euros et arrondis ensuite au dixième de million le plus proche. Par conséquent, les montants peuvent ne pas s'additionner, en raison des arrondis.

1.1 | Situation financière du Groupe

1.1.1 | Présentation générale du Groupe

Le Groupe est l'un des premiers réseaux mondiaux de distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles en chiffre d'affaires et en nombre d'agences. Il organise son activité principalement autour des trois zones géographiques dans lesquelles il opère : l'Europe, l'Amérique du Nord et la zone Asie-Pacifique. Cette répartition par zone géographique a été déterminée sur la base de la structure du *reporting* financier du Groupe.

Au premier semestre 2017, le Groupe a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 6 665,9 millions d'euros, dont 3 627,0 millions d'euros en Europe (soit 54% du chiffre d'affaires), 2 401,3 millions d'euros en Amérique du Nord (soit 36% du chiffre d'affaires) et 637,5 millions d'euros dans la zone Asie-Pacifique (soit 10% du chiffre d'affaires).

Les activités du Groupe en Europe (54% du chiffre d'affaires du Groupe) sont exercées en France (qui représente 36% du chiffre d'affaires du Groupe dans cette zone), en Allemagne, au Royaume-Uni, en Irlande, en Autriche, en Suisse, aux Pays-Bas, en Belgique, au Luxembourg, en Suède, en Finlande, en Norvège, en Italie, en Espagne, au Portugal, en Slovénie et en Russie.

Les activités du Groupe en Amérique du Nord (36% du chiffre d'affaires du Groupe) sont exercées aux Etats-Unis et au Canada. Les Etats-Unis représentent 79% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe dans cette zone et le Canada 21%.

Les activités du Groupe dans la zone Asie-Pacifique (10% du chiffre d'affaires du Groupe) sont exercées en Australie, en Nouvelle-Zélande, en Chine et en Inde, ainsi que dans certains pays de l'Asie du Sud-Est (Indonésie, Malaisie, Singapour, Corée du Sud, Thaïlande et Vietnam) et au Moyen-Orient. L'Australie représente 41% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe dans cette zone et la Chine 36%.

Dans la présente analyse, le Groupe commente son chiffre d'affaires, sa marge brute, ses frais administratifs et commerciaux et son résultat opérationnel avant amortissement des actifs incorporels reconnus dans le cadre de l'affectation du prix des acquisitions et avant autres produits et autres charges (EBITA) séparément pour chacune de ces trois zones géographiques ainsi que pour le segment « Autres activités ».

1.1.2/ Saisonnalité

Malgré un faible degré de saisonnalité du chiffre d'affaires, les variations du besoin en fonds de roulement entraînent une saisonnalité des flux de trésorerie. En règle générale, les flux de trésorerie générés par le Groupe sont plus élevés au quatrième trimestre par rapport aux trois premiers trimestres, dès lors que le besoin en fonds de roulement est plus élevé au cours de ces périodes.

1.1.3/ Effets liés aux variations du prix du cuivre

Du fait de son activité de vente de câbles, le Groupe est exposé indirectement aux variations du prix du cuivre. En effet, les câbles constituent environ 13% du chiffre d'affaires du Groupe et le cuivre représente environ 60% de leur composition. Cette exposition est indirecte dans la mesure où les prix des câbles sont également dépendants des politiques commerciales des fournisseurs et de l'environnement concurrentiel sur les marchés du Groupe. Les variations du prix du cuivre ont un effet estimé dit « récurrent » et un effet estimé dit « non récurrent » sur la performance du Groupe, appréciés dans le cadre des procédures de *reporting* interne mensuel du Groupe Rexel :

- l'effet récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre correspond à l'effet prix lié au changement de valeur de la part de cuivre incluse dans le prix de vente des câbles d'une période à une autre. Cet effet concerne essentiellement le chiffre d'affaires.
- l'effet non récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre correspond à l'effet de la variation du coût du cuivre sur le prix de vente des câbles entre le moment où ceux-ci sont achetés et celui où ils sont vendus, jusqu'à complète reconstitution des stocks (effet direct sur la marge brute). En pratique, l'effet non récurrent sur la marge brute est déterminé par comparaison entre le prix d'achat historique et le tarif fournisseur en vigueur à la date de la vente des câbles par le Groupe Rexel. Par ailleurs, l'effet non récurrent sur l'EBITA correspond à l'effet non récurrent sur la marge brute diminué, le cas échéant, de la part non récurrente de la variation des charges administratives et commerciales (essentiellement la part variable de la rémunération des forces de vente qui absorbe environ 10% de la variation de la marge brute).

Ces deux effets sont évalués, dans la mesure du possible, sur l'ensemble des ventes de câbles de la période, une majorité du chiffre d'affaires étant ainsi couverte. Les procédures internes du Groupe Rexel prévoient par ailleurs que les entités qui ne disposent pas des systèmes d'information leur permettant d'effectuer ces calculs sur une base exhaustive doivent estimer ces effets sur la base d'un échantillon représentant au moins 70% des ventes de la période, les résultats étant ensuite extrapolés à l'ensemble des ventes de câbles de la période. Compte tenu du chiffre d'affaires couvert, le Groupe Rexel considère que les effets ainsi mesurés constituent une estimation raisonnable.

1.1.4/ Comparabilité des résultats opérationnels du Groupe et EBITA Ajusté

Le Groupe réalise des acquisitions et procède à des cessions, lesquelles peuvent modifier le périmètre de son activité d'une période à l'autre. Les taux de change peuvent connaître des fluctuations importantes. Le nombre de jours ouvrés au cours de chaque période a également une incidence sur le chiffre d'affaires consolidé du Groupe. Enfin, le Groupe est exposé aux variations du prix du cuivre. Pour ces raisons, les résultats opérationnels consolidés du Groupe tels que publiés sur plusieurs périodes pourraient ne pas permettre une comparaison pertinente. Par conséquent, dans l'analyse des résultats consolidés du Groupe faite ci-après, des informations financières retraitées des ajustements suivants sont également présentées.

Retraitement de l'effet des acquisitions et des cessions

Le Groupe retraite l'effet des acquisitions et cessions sur son périmètre de consolidation. Dans ses comptes consolidés, le Groupe inclut généralement les résultats d'une entité acquise dès la date de son acquisition et exclut les résultats d'une entité cédée dès la date de sa cession. Afin de neutraliser l'effet des acquisitions et des cessions sur l'analyse de ses opérations, le Groupe compare les résultats de l'exercice en cours aux résultats de la même période de l'année précédente, en prenant pour hypothèse que l'exercice précédent aurait porté sur le même périmètre de consolidation pour les mêmes périodes que l'exercice en cours.

Retraitement de l'effet de la fluctuation des taux de change

Les fluctuations de taux de change contre l'euro ont un impact sur la valeur en euros du chiffre d'affaires, des charges et des autres postes du bilan et du compte de résultat. Le Groupe n'est en revanche que faiblement exposé au risque lié à l'utilisation de plusieurs devises puisque ses transactions transnationales sont limitées. Afin de neutraliser l'effet de la conversion en euros sur l'analyse de ses opérations, le Groupe compare les données publiées pour l'exercice en cours à celles de la même période de l'exercice précédent en utilisant pour ces données les mêmes taux de change que ceux de l'exercice en cours.

Retraitement de l'effet non récurrent lié aux variations du prix du cuivre

Pour l'analyse de la performance financière en données comparables ajustées, l'estimation de l'effet non récurrent lié aux variations du prix du cuivre, tel qu'exposé au 1.1.3 ci-dessus, est éliminée dans les données présentées au titre de l'exercice en cours et dans celles présentées au titre de l'exercice précédent. Les données ainsi retraitées sont qualifiées d'« ajustées » dans le reste de ce document.

Retraitement de l'effet de la variation du nombre de jours ouvrés sur le chiffre d'affaires

La comparaison du chiffre d'affaires consolidé du Groupe d'un exercice sur l'autre est affectée par le nombre de jours ouvrés qui varie selon les périodes. Dans l'analyse de son chiffre d'affaires consolidé, le Groupe indique généralement le chiffre d'affaires retraité de cet effet en comparant les chiffres publiés au titre de l'exercice en cours aux chiffres de la même période de l'exercice précédent ajustés proportionnellement au nombre de jours ouvrés de l'exercice en cours. Cette analyse sur la base du nombre de jours ouvrés n'est pas jugée pertinente pour les autres postes du compte de résultat consolidé du Groupe.

En conséquence, dans l'analyse des résultats consolidés du Groupe ci-après, les informations suivantes peuvent être indiquées à titre de comparaison :

- en données comparables, qui signifie retraitées de l'effet des acquisitions et cessions et de l'effet de la fluctuation des taux de change. Ces informations sont utilisées pour les comparaisons portant sur le chiffre d'affaires ;
- en données comparables et à nombre de jours constant, qui signifie en données comparables (tel que mentionné ci-dessus) et retraitées de l'effet de la variation du nombre de jours ouvrés. Ces informations sont utilisées exclusivement pour les comparaisons portant sur le chiffre d'affaires ; et
- en données comparables ajustées, qui signifie en données comparables (comme décrit plus haut) et retraitées de l'estimation de l'effet non récurrent lié aux variations du prix des câbles à base de cuivre. Ces informations sont utilisées pour les comparaisons portant sur la marge brute, les frais administratifs et commerciaux et l'EBITA. Ces informations ne sont pas issues des systèmes comptables mais constituent une estimation des données comparables préparées selon les principes décrits ci-dessus.

La performance du groupe est analysée notamment à travers l'EBITA et l'EBITA Ajusté, qui ne sont pas des agrégats comptables définis par les normes IFRS. Le tableau ci-dessous présente la réconciliation de l'EBITA Ajusté en données comparables avec le résultat opérationnel avant autres produits et autres charges.

<i>(en millions d'euros)</i>	Trimestre clos le 30 Juin		Semestre clos le 30 Juin	
	2017	2016	2017	2016
Résultat opérationnel avant autres produits et autres charges	142,7	141,8	282,3	251,7
Effets de périmètre		0,5		1,3
Effets de change		0,5		1,2
Effet non récurrent lié au cuivre	2,3	3,3	(7,1)	11,6
Amortissement des actifs incorporels reconnus lors de l'affectation du prix des acquisitions	4,8	5,3	9,7	9,2
EBITA Ajusté en données comparables	149,9	151,4	284,9	275,0

1.2 | Comparaison des résultats au 30 juin 2017 et au 30 juin 2016

1.2.1 | Résultats consolidés du Groupe Rexel

Le tableau ci-dessous présente le compte de résultat consolidé de Rexel pour 2017 et 2016, en millions d'euros et en pourcentage du chiffre d'affaires.

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 Juin			Semestre clos le 30 Juin		
	2017	2016	Variation %	2017	2016	Variation %
Chiffre d'affaires	3 342,8	3 349,9	(0,2)%	6 665,9	6 510,5	2,4%
Marge brute	809,0	806,4	0,3%	1 641,3	1 579,6	3,9%
Frais administratifs et commerciaux(1)	(661,5)	(659,3)	(0,3)%	(1 349,3)	(1 318,7)	(2,3)%
EBITA	147,5	147,1	0,3%	292,0	260,9	11,9%
Amortissement des actifs incorporels(3)	(4,8)	(5,3)	9,6%	(9,7)	(9,2)	(5,3)%
Résultat opérationnel avant autres produits et charges	142,7	141,8	0,7%	282,3	251,7	12,2%
Autres produits et charges	(40,1)	(15,0)	(166,8)%	(49,9)	(32,0)	(56,1)%
Résultat opérationnel	102,6	126,7	(19,0)%	232,4	219,7	5,8%
Frais financiers	(29,6)	(43,7)	32,3%	(63,3)	(76,9)	17,8%
Impôt sur le résultat	(39,4)	(26,1)	(51,1)%	(72,7)	(47,0)	(54,8)%
Résultat net	33,7	57,0	(40,9)%	96,4	95,8	0,7%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	1,0%	1,7%		1,4%	1,5%	
(1) Dont dépréciations et amortissements	(24,7)	(24,0)	(2,9)%	(49,5)	(47,5)	(4,3)%
(2) Amortissement des actifs incorporels reconnus lors de l'affectation du prix des acquisitions.						
DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES						
(en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 Juin			Semestre clos le 30 Juin		
	2017	2016	Variation %	2017	2016	Variation %
Chiffre d'affaires	3 342,8	3 339,1	0,1%	6 665,9	6 510,9	2,4%
<i>Variation à nombre de jours constant</i>			<i>2,8%</i>			<i>1,7%</i>
Marge brute	811,4	808,2	0,4%	1 633,9	1 594,0	2,5%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>24,3%</i>	<i>24,2%</i>		<i>24,5%</i>	<i>24,5%</i>	
Frais administratifs et commerciaux	(661,5)	(656,7)	(0,7)%	(1 349,0)	(1 319,0)	(2,3)%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>(19,8)%</i>	<i>(19,7)%</i>		<i>(20,2)%</i>	<i>(20,3)%</i>	
EBITA	149,9	151,4	(1,0)%	284,9	275,0	3,6%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>4,5%</i>	<i>4,5%</i>		<i>4,3%</i>	<i>4,2%</i>	

Chiffre d'affaires

Au premier semestre 2017, le chiffre d'affaires consolidé de Rexel s'est élevé à 6 665,9 millions d'euros, contre 6 510,5 millions d'euros au premier semestre 2016.

En données publiées, le chiffre d'affaires a augmenté de 2,4% par rapport à 2016, sous l'effet favorable de l'évolution des taux de change pour 0,6 points de pourcentage et par l'effet net négatif des variations de périmètre pour 0,6 point de pourcentage.

- L'effet favorable des variations de taux de change s'est élevé à 39,3 millions d'euros, essentiellement lié à l'appréciation du dollar américain contre l'euro.

- L'effet net négatif des variations de périmètre s'est élevé à 38,9 millions d'euros et résulte principalement de la cession des opérations en Slovaquie, en Pologne et aux Pays Baltes, conclue au cours du second trimestre 2016, partiellement compensée par l'acquisition de *Brohl & Appell* en Amérique du Nord.

En données comparables et à nombre de jours constant, les ventes ont augmenté de 1,7%. Par zone géographique, l'Europe a augmenté de 2,4%, l'Amérique du Nord a augmenté de 1,6%, et l'Asie-Pacifique a diminué de 1,6%. Si l'on exclut l'effet positif de 1,1 point de pourcentage lié à la hausse du prix des câbles à base de cuivre, les ventes ont augmenté de 0,6% par rapport au premier semestre 2016.

En données comparables et à nombre de jours réel, le chiffre d'affaires a progressé de 2,4%, résultant d'un effet calendaire positif de 0,7 point de pourcentage.

Au second trimestre 2017, le chiffre d'affaires consolidé de Rexel s'est élevé à 3 342,8 millions d'euros, à comparer aux 3 349,9 millions d'euros enregistrés au second trimestre 2016.

En données publiées, le chiffre d'affaires a diminué de 0,2%, sous l'effet favorable des taux de change à hauteur de 0,1 point de pourcentage et l'effet net négatif des acquisitions pour 0,4 point de pourcentage.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a augmenté de 2,8%, résultant d'une croissance de 3,6% en Europe, de 1,9% en Amérique du Nord et de 1,4% en Asie-Pacifique. En excluant l'effet positif de 1,1 point de pourcentage dû à la baisse du prix des câbles à base de cuivre par rapport au second trimestre 2016, le chiffre d'affaires a augmenté de 1,7%.

En données comparables et à nombre de jours réel, le chiffre d'affaires a progressé de 0,1%, résultant d'un effet calendaire négatif de 2,7 point de pourcentage.

Le tableau ci-dessous résume les effets du nombre de jours ainsi que des effets de périmètre et de change, sur l'évolution du chiffre d'affaires.

	T1 2017	T2 2017	Cumulé
Croissance en données comparables et à nombre de jours constant	0,6%	2,8%	1,7%
Effet du nombre de jours	4,1%	(2,6)%	0,8%
Croissance en données comparables et à nombre de jours réel	4,8%	0,1%	2,4%
Effets de périmètre	(0,8)%	(0,4)%	(0,6)%
Effets de change	1,2%	0,1%	0,6%
Total des effets périmètre et change	0,4%	(0,3)%	-
Croissance en données publiées ⁽¹⁾	5,1%	(0,2)%	2,4%

(1) Croissance en données comparables et à nombre de jours réel composée avec les effets de périmètre et de change

Marge brute

Au premier semestre 2017, la marge brute s'est établie à 1 641,3 millions d'euros, en hausse de 3,9% par rapport aux 1 579,6 millions d'euros enregistrés au premier semestre 2016 en données publiées.

En données comparables ajustées, la marge brute a augmenté de 2,5% et le taux de marge brute s'est amélioré de 5 points de base à 24,5% du chiffre d'affaires, résultant principalement d'une amélioration de la marge brute des activités en Amérique du Nord.

Au second trimestre 2017, la marge brute s'est établie à 809,0 millions d'euros, en hausse de 0,3% par rapport aux 806,4 millions d'euros enregistrés au second trimestre 2016 en données publiées.

En données comparables ajustées, la marge brute a progressé de 0,4% et le taux de marge brute s'est amélioré de 10 points de base à 24,3% du chiffre d'affaires, résultant principalement d'une hausse de la marge brute des activités en Europe et en Amérique du Nord tandis qu'elle a baissé en Asie-Pacifique.

Frais administratifs et commerciaux

Au premier semestre 2017, les frais administratifs et commerciaux se sont élevés à 1 349,3 millions d'euros, en hausse de 2,3% par rapport aux 1 318,7 millions d'euros enregistrés au premier semestre 2016 en données publiées.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 2,3%, représentant 20,2% du chiffre d'affaires au premier semestre 2017 par rapport à 20,3% du chiffre d'affaires au premier semestre 2016 ; soit une amélioration de 5 points de base, reflétant une augmentation en Europe contrebalancée par des réductions de frais de siège.

Au second trimestre 2017, les frais administratifs et commerciaux se sont élevés à 661,5 millions d'euros, en hausse de 0,7% par rapport aux 659,3 millions d'euros enregistrés au second trimestre 2016 en données publiées.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 0,7%, représentant 19,8% du chiffre d'affaires au second trimestre 2017, soit une détérioration de 10 points de base par rapport à 19,7% du chiffre d'affaires au second trimestre 2016.

EBITA

Au premier semestre 2017, l'EBITA s'est élevé à 292,0 millions d'euros contre 260,9 millions d'euros au premier semestre 2016, en progression de 11,9% par rapport à l'année précédente en données publiées.

En données comparables ajustées, l'EBITA a augmenté de 3,6% pour s'établir à 284,9 millions d'euros et la marge d'EBITA s'est établie à 4,3% du chiffre d'affaires, à comparer avec 4,2% au premier semestre 2016.

Au second trimestre 2017, l'EBITA s'est élevé à 147,5 millions d'euros, en hausse de 0,3% par rapport aux 147,1 millions d'euros enregistrés au second trimestre 2016 en données publiées.

En données comparables ajustées, l'EBITA a diminué de 1,0% à 149,9 millions d'euros et la marge d'EBITA est ressortie à 4,5% du chiffre d'affaires, restée stable par rapport à l'année précédente.

Autres produits et autres charges

Au premier semestre 2017, les autres produits et autres charges ont représenté une charge nette de 49,9 millions d'euros, comprenant principalement:

- 13,9 millions d'euros de coûts de restructuration principalement liés aux changements au sein de la direction du groupe (2,2 millions d'euros), ainsi qu'à la réduction d'effectifs en Asie-Pacifique (4,7 millions d'euros), en Amérique du Nord (1,8 millions d'euros) et en Europe (4,9 millions d'euros) ;
- 11,3 millions d'euros de pertes sur la cession de Lenn International Pte. Lt, un distributeur en Asie du Sud-Est ;

- 9,1 millions d'euros de pertes liés à l'arrêt des opérations en Thaïlande relatives au secteur pétrolier et gazier, suite à la contraction de ce marché ;
- 12,8 millions d'euros de charges pour dépréciation du *goodwill* en Finlande suite à une plus faible activité qu'attendue.

Au premier semestre 2016, les autres produits et autres charges ont représenté une charge nette de 32,0 millions d'euros, comprenant principalement:

- 23,0 millions d'euros de coûts de restructuration principalement liés aux changements au sein de la direction du groupe (7,5 millions d'euros), à l'optimisation des réseaux d'agences en Amérique du Nord et à la réorganisation des fonctions support au Royaume-Uni et en Chine ;
- 3,2 millions d'euros liés aux pertes sur la cession des activités en Slovaquie, Pologne et Pays Baltes.

Résultat financier

Au premier semestre 2017, les charges financières nettes se sont établies à 63,3 millions d'euros contre 76,9 millions d'euros au premier semestre 2016.

Au premier semestre 2017, les charges financières nettes incluent une charge non récurrente de 6,3 millions d'euros concernant le remboursement anticipé d'un montant nominal de 330 millions de dollars américains du solde des obligations en circulation émises au taux de 5,25% et à échéance 2020. Cet emprunt obligataire a été refinancé par l'émission d'obligations de 300 millions d'euros émises au taux de 2,625% et à échéance 2024.

Au premier semestre 2016, les charges financières nettes comprenaient une charge non récurrente de 10 millions d'euros correspondant au remboursement anticipé des obligations de 650 millions d'euros émises au taux de 5,125% et à échéance 2020. Cet emprunt obligataire a été refinancé par l'émission d'obligations de 650 millions d'euros émises au taux de 3,50% et à échéance 2023.

Si l'on exclut l'impact de ces charges exceptionnelles sur les deux périodes, les charges financières nettes ont diminué de 14,6%, principalement sous l'effet de la baisse de 50 points de base du taux effectif d'intérêt de la dette brute (3,7% au premier semestre 2016 contre 3,2% au premier semestre 2017), consécutivement aux opérations de refinancement.

Impôt

Au premier semestre 2017, la charge d'impôt s'est élevée à 72,7 millions d'euros par rapport aux 47,0 millions d'euros enregistrés au premier semestre 2016. Cette hausse est due à l'augmentation du résultat taxable, incluant la charge non-déductible pour dépréciation du *goodwill* en Finlande, ainsi que les pertes non-déductibles liées à la cession de la société Lenn International Ltd basé à Singapour et à l'arrêt des activités de distribution à l'industrie pétrolière et gazière en Thaïlande.

En conséquence, le taux effectif d'impôt est passé de 32,9% au premier semestre 2016 à 43,0% au premier semestre 2017.

Résultat net des activités poursuivies

En conséquence des éléments mentionnés ci-dessus, le résultat net des activités poursuivies s'établit à 96,4 millions d'euros au premier semestre 2017, en légère amélioration par rapport au 95,8 millions d'euros au premier semestre 2016.

1.2.2/ Europe (54% du chiffre d'affaires du Groupe)

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 Juin			Semestre clos le 30 Juin		
	2017	2016	Variation en %	2017	2016	Variation en %
	Chiffre d'affaires	1 799,1	1 846,4	(2,6)%	3 627,0	3 641,5
Marge brute	480,1	487,7	(1,6)%	987,7	975,9	1,2%
Frais administratifs et commerciaux	(379,2)	(388,5)	2,4%	(774,5)	(780,5)	0,8%
EBITA	100,9	99,3	1,7%	213,2	195,3	9,1%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	5,6%	5,4%		5,9%	5,4%	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 Juin			Semestre clos le 30 Juin		
	2017	2016	Variation en %	2017	2016	Variation en %
	Chiffre d'affaires	1 799,1	1 811,4	(0,7)%	3 627,0	3 555,0
<i>Variation à nombre de jours constant</i>			3,6%			2,4%
Marge brute	483,0	480,7	0,5%	982,2	962,6	2,0%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	26,8%	26,5%		27,1%	27,1%	
Frais administratifs et commerciaux	(379,3)	(381,4)	0,6%	(774,2)	(763,2)	(1,5)%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	(21,1)%	(21,1)%		(21,4)%	(21,5)%	
EBITA	103,7	99,3	4,4%	208,0	199,4	4,3%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	5,8%	5,5%		5,7%	5,6%	

Chiffre d'affaires

Au premier semestre 2017, le chiffre d'affaires en Europe s'est établi à 3 627,0 millions d'euros contre 3 641,5 millions d'euros au premier semestre 2016, en baisse de 0,4% par rapport à l'année précédente, en données publiées.

L'effet des variations des taux de change s'est traduit par une diminution de 45,6 millions d'euros, principalement due à la dépréciation de la livre sterling par rapport à l'euro.

L'effet des acquisitions net des cessions a représenté un montant négatif de 40,8 millions d'euros, principalement lié à la cession des opérations en Slovaquie, en Pologne et aux Pays Baltes au premier semestre 2016.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est en hausse de 2,4% par rapport au premier semestre 2016. En excluant l'impact positif de 1,5 point de pourcentage lié à la hausse du prix du cuivre, le chiffre d'affaires a progressé de 0,9%.

Au second trimestre 2017, le chiffre d'affaires s'est élevé à 1 799,1 millions d'euros contre 1 846,4 millions d'euros au second trimestre 2016, soit une baisse de 2,6%, en données publiées.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est en progression de 3,6% par rapport au second trimestre 2016. En excluant l'impact positif de 1,5 point de pourcentage lié à la hausse du prix du cuivre, le chiffre d'affaires est en hausse de 2,1%.

En **France**, le chiffre d'affaires s'est établi à 1 323,3 millions d'euros au premier semestre 2017, en hausse de 2,6% par rapport au premier semestre 2016, en données comparables et à nombre de jours constant, reflétant une bonne performance des marchés finaux résidentiel et tertiaire.

Au second trimestre 2017, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'est élevé à 655,3 millions d'euros, en amélioration de 4,7% par rapport au second trimestre 2016.

Au **Royaume-Uni**, le chiffre d'affaires s'est établi à 439,9 millions d'euros au premier semestre 2017, en baisse de 2,1% par rapport au premier semestre 2016, en données comparables et à nombre de jours constant.

Au second trimestre 2017, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'est établi à 207,7 millions d'euros, en baisse de 0,9% par rapport au second trimestre 2016, ce qui représente néanmoins une amélioration séquentielle par rapport au premier trimestre 2017.

En **Allemagne**, le chiffre d'affaires s'est établi à 401,1 millions d'euros au premier semestre 2017, en amélioration de 2,9% par rapport au premier semestre 2016, en données comparables et à nombre de jours constant, principalement lié à l'effet favorable du prix du cuivre (pour 2,3 points de pourcentage). Hors cet effet, le chiffre d'affaires est en hausse de 0,6%, principalement tiré par les bonnes performances du marché industriel, partiellement contrebalancées par celles du marché résidentiel.

Au second trimestre 2017, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'est établi à 195,8 millions d'euros, ce qui représente une hausse de 2,4% par rapport au second trimestre 2016.

En **Scandinavie**, le chiffre d'affaires s'est établi à 475,9 millions d'euros au premier semestre 2017, soit une hausse de 4,7% par rapport au premier semestre 2016, en données comparables et à nombre de jours constant, avec des performances contrastées des trois pays : +13,4% en Suède, -0,8% en Norvège et -8,7% en Finlande. La performance de la Suède est portée par une part de marché en augmentation dans un marché en croissance.

Au second trimestre 2017, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'élève à 240,7 millions d'euros, en augmentation de 4,3% par rapport au second trimestre 2016, composée d'une hausse de 12,9% en Suède et de baisses de 0,2% en Norvège et de 7,4% en Finlande.

En **Belgique** et aux **Pays-Bas**, le chiffre d'affaires s'est respectivement élevé à 192,7 millions d'euros et 128,4 millions d'euros au premier semestre 2017. En Belgique, le chiffre d'affaires a augmenté de 10,0%, en données comparables et à nombre de jours constant, grâce à des ventes de câbles et d'équipements d'installation en croissance. Les ventes aux Pays-Bas ont enregistré une hausse de 11,9%, en données comparables et à nombre de jours constant, compte tenu de la bonne performance des ventes de produits d'équipements photovoltaïques.

Au second trimestre 2017, le chiffre d'affaires a progressé de 9,3% par rapport au second trimestre 2016 pour s'établir à 95,6 millions d'euros en Belgique en données comparables et à nombre de jours constant. Cette augmentation est de 15,4% aux Pays-Bas.

En **Suisse** et en **Autriche**, le chiffre d'affaires s'est élevé respectivement à 219,4 millions d'euros et 164,7 millions d'euros au premier semestre 2017. En données comparables et à nombre de jours constant, la Suisse a enregistré une performance de -3,1% par rapport au premier semestre 2016 dans un environnement fortement concurrentiel, tandis que le chiffre d'affaires de l'Autriche a augmenté de 2,8% sur cette période.

Au second trimestre 2017, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a diminué en Suisse de 2,4% pour s'établir à 108,1 millions d'euros, tandis qu'il a augmenté de 5,2% en Autriche pour s'élever à 85,1 millions d'euros, par rapport au second trimestre 2016.

En **Europe du Sud**, le chiffre d'affaires s'est élevé à 184,2 millions d'euros au premier semestre 2017, en baisse de 8,0% par rapport au premier semestre 2016, en données comparables et à nombre de jours constant, résultant d'une baisse de 13,8% en **Espagne**, tant sur le marché à l'export que sur le marché national. En **Italie**, le chiffre d'affaires a augmenté de 1,3%, alors qu'il a baissé de 0,7% au **Portugal**.

Au second trimestre 2017, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a diminué de 6,7% pour s'établir à 94,6 millions d'euros, par rapport au second trimestre 2016, dont une baisse de 11,7% pour l'**Espagne**, attribuable à la fois au marché domestique et à l'export, une hausse de 2,6% en **Italie**, et une baisse de 5,4% au **Portugal**.

Marge brute

Au premier semestre 2017, en Europe, la marge brute s'est établie à 987,7 millions d'euros contre 975,9 millions d'euros au premier semestre 2016, en hausse de 1,2%, en données publiées.

En données comparables ajustées, la marge brute a augmenté de 2,0% et le taux de marge brute demeure stable à 27,1% du chiffre d'affaires, grâce à l'effet positif de la stratégie de concentration des fournisseurs qui compense la pression provenant principalement d'effets temporaires en France (environnement concurrentiel dans le câble) et au Royaume-Uni (retard dans l'augmentation des prix)

Au second trimestre 2017, en données comparables ajustées, la marge brute est globalement restée stable, en légère progression de 0,5%, et le taux de marge brute s'est établi à 26,8%, une hausse de 30 points de base par rapport au second trimestre 2016.

Frais administratifs et commerciaux

Au premier semestre 2017, les frais administratifs et commerciaux se sont élevés à 774,5 millions d'euros contre 780,5 millions d'euros au premier semestre 2016, en baisse de 0,8%, en données publiées.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 1,5% au premier semestre 2017, représentant 21,3% du chiffre d'affaires, soit une hausse de 10 points de base par rapport à 21,5% au premier semestre 2016, grâce à un strict contrôle des coûts.

Au second trimestre 2017, en données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux sont restés stables par rapport au second trimestre 2016, représentant 21,1% du chiffre d'affaires.

EBITA

Au premier semestre 2017, en conséquence, l'EBITA s'est établi à 213,2 millions d'euros contre 195,3 millions d'euros au premier semestre 2016, en hausse de 9,1% par rapport à l'année précédente, en données publiées.

En données comparables ajustées, l'EBITA a augmenté de 4,3% par rapport au premier semestre 2016 et le taux d'EBITA a progressé de 10 points de base pour s'établir à 5,7% du chiffre d'affaires.

Au second trimestre 2017, en données comparables ajustées, l'EBITA a augmenté de 4,4% par rapport au second trimestre 2016 et le taux d'EBITA a progressé de 30 points de base pour s'établir à 5,8% du chiffre d'affaires.

1.2.3/ Amérique du Nord (36% du chiffre d'affaires du Groupe)

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 Juin			Semestre clos le 30 Juin		
	2017	2016	Variation en %	2017	2016	Variation en %
	Chiffre d'affaires	1 210,8	1 171,6	3,3%	2 401,3	2 236,4
Marge brute	271,1	257,1	5,4%	539,2	487,9	10,5%
Frais administratifs et commerciaux	(223,9)	(207,1)	(8,1)%	(456,1)	(414,7)	(10,0)%
EBITA	47,3	50,0	(5,5)%	83,1	73,1	13,6%
en % du chiffre d'affaires	3,9%	4,3%		3,5%	3,3%	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 Juin			Semestre clos le 30 Juin		
	2017	2016	Variation en %	2017	2016	Variation en %
	Chiffre d'affaires	1 210,8	1 191,5	1,6%	2 401,3	2 305,6
Variation à nombre de jours constant			1,9%			1,6%
Marge brute	270,7	264,7	2,3%	537,3	511,0	5,1%
en % du chiffre d'affaires	22,4%	22,2%		22,4%	22,2%	
Frais administratifs et commerciaux	(223,9)	(210,8)	(6,2)%	(456,1)	(428,4)	(6,5)%
en % du chiffre d'affaires	(18,5)%	(17,7)%		(19,0)%	(18,6)%	
EBITA	46,8	53,8	(13,1)%	81,2	82,6	(1,7)%
en % du chiffre d'affaires	3,9%	4,5%		3,4%	3,6%	

Chiffre d'affaires

Au premier semestre 2017, le chiffre d'affaires de la zone Amérique du Nord s'est établi à 2 401,3 millions d'euros contre 2 236,4 millions d'euros au premier semestre 2016, soit une progression de 7,4% par rapport à l'année précédente, en données publiées.

L'effet favorable de l'évolution des taux de change, notamment lié à l'appréciation du dollar américain par rapport à l'euro, a représenté un montant de 66,0 millions d'euros.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a progressé de 4,1% par rapport au premier semestre 2016.

Au second trimestre 2017, le chiffre d'affaires s'est élevé à 1 210,8 millions d'euros, en augmentation de 3,3% en données publiées par rapport aux 1 171,6 millions d'euros enregistrés sur le second trimestre 2016.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a progressé de 1,9% par rapport au second trimestre 2016.

Aux **Etats-Unis**, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'est élevé à 1 900,1 millions d'euros au premier semestre 2017, en hausse de 1,6% par rapport au premier semestre 2016. Celle-ci est imputable aux bonnes performances de l'activité avec les petits et moyens installateurs (réseau C&I, Platt), partiellement contrebalancées par celle des projets.

Au second trimestre 2017, en données comparables et à nombre de jours constant, les ventes ont progressé de 1,0% par rapport au second trimestre 2016.

Au **Canada**, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'est établi à 501,2 millions d'euros au premier semestre 2017, en hausse de 1,5% par rapport au premier semestre 2016, imputable aux marchés de l'éolien et du tertiaire, en particulier les produits relevant de la domotique.

Au second trimestre 2017, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a progressé de 5,3% par rapport au second trimestre 2016.

Marge brute

Au premier semestre 2017, en Amérique du Nord, la marge brute a atteint 539,2 millions d'euros contre 487,9 millions d'euros au premier semestre 2016, soit une hausse de 10,5% en données publiées.

En données comparables ajustées, la marge brute a progressé de 5,1% et le taux de marge brute a augmenté de 20 points de base par rapport au premier semestre 2016, à 22,4% du chiffre d'affaires.

Au second trimestre 2017, en données comparable ajustées, la marge brute a augmenté de 2,3% et le taux de marge brute, qui ressort à 22,4% du chiffre d'affaires, a progressé de 15 points de pourcentage par rapport au second trimestre 2016.

Frais administratifs et commerciaux

Au premier semestre 2017, les frais administratifs et commerciaux se sont élevés à 456,1 millions d'euros contre 414,7 millions d'euros en au premier semestre 2016, en hausse de 10,0% en données publiées.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 6,5% au premier semestre 2017, représentant 19,0% du chiffre d'affaires, soit une hausse de 40 points de base par rapport à 18,6% au premier semestre 2016, impactés par les investissements pour la croissance future (ouvertures d'agences et de comptoirs et actions commerciales).

Au second trimestre 2017, en données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 6,2%, représentant 18,5% du chiffre d'affaires contre 17,7% au second trimestre 2016.

EBITA

Au premier semestre 2017, en conséquence, l'EBITA s'est élevé à 83,1 millions d'euros contre 73,1 millions d'euros au premier semestre 2016, soit une hausse de 13,6% en données publiées.

En données comparables ajustées, l'EBITA a diminué de 1,7% par rapport au premier semestre 2016.

Au second trimestre 2017, en données comparables ajustées, l'EBITA a baissé de 13,1%, ce qui amène à une chute de 65 points de pourcentage du taux d'EBITA, descendu à 3,9% du chiffre d'affaires.

1.2.4/ Asie-Pacifique (10% du chiffre d'affaires du Groupe)

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 Juin			Semestre clos le 30 Juin		
	2017	2016	Variation en %	2017	2016	Variation en %
Chiffre d'affaires	332,9	331,9	0,3%	637,5	632,6	0,8%
Marge brute	57,8	61,5	(6,0)%	114,4	115,8	(1,2)%
Frais administratifs et commerciaux	(54,8)	(56,7)	3,3%	(112,9)	(108,3)	(4,2)%
EBITA	3,0	4,8	(37,6)%	1,5	7,5	(80,0)%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>0,9%</i>	<i>1,4%</i>		<i>0,2%</i>	<i>1,2%</i>	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 Juin			Semestre clos le 30 Juin		
	2017	2016	Variation en %	2017	2016	Variation en %
Chiffre d'affaires	332,9	336,2	(1,0)%	637,5	650,2	(2,0)%
<i>Variation à nombre de jours constant</i>			<i>1,4%</i>			<i>(1,6)%</i>
Marge brute	57,8	62,8	(8,0)%	114,4	120,4	(5,0)%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>17,4%</i>	<i>18,7%</i>		<i>17,9%</i>	<i>18,5%</i>	
Frais administratifs et commerciaux	(54,8)	(57,5)	4,8%	(112,9)	(112,3)	(0,5)%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>(16,5)%</i>	<i>(17,1)%</i>		<i>(17,7)%</i>	<i>(17,3)%</i>	
EBITA	3,0	5,3	(42,9)%	1,5	8,1	(81,4)%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>0,9%</i>	<i>1,6%</i>		<i>0,2%</i>	<i>1,2%</i>	

Chiffre d'affaires

Au premier semestre 2017, le chiffre d'affaires de la zone Asie-Pacifique s'est élevé à 637,5 millions d'euros contre 632,6 millions d'euros au premier semestre 2016, en progression de 0,8% en données publiées.

L'effet favorable de l'évolution des taux de change a représenté 19,0 millions d'euros, principalement dû à l'appréciation du dollar australien par rapport à l'euro.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a subi une diminution de 1,6% par rapport au premier semestre 2016, liée au net recul de l'activité pétrolière et gazière en Asie du Sud-Est (-32,7%), partiellement compensée par une activité soutenue en Chine.

Au second trimestre 2017, le chiffre d'affaires s'est élevé à 332,9 millions d'euros, en baisse de 1,0% en données publiées par rapport aux 331,9 millions d'euros enregistrés au second trimestre 2016.

En données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est en progression de 1,4% par rapport au second trimestre 2016, particulièrement imputable à la Chine (+16,9%).

En **Australie**, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'est établi à 261,9 millions d'euros, soit une hausse de 1,5% par rapport au premier semestre 2016, reflétant les bonnes performances du marché résidentiel, partiellement compensée par l'activité projets.

Au second trimestre 2017, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires est en hausse de 2,1% par rapport au second trimestre 2016.

En **Chine**, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires s'est établi à 230,8 millions d'euros au premier semestre 2017, soit une baisse de 9,6% par rapport au premier semestre 2016, grâce aux produits d'automatisme pour l'industrie.

Au second trimestre 2017, en données comparables et à nombre de jours constant, le chiffre d'affaires a augmenté de 16,9% par rapport au second trimestre 2016.

Marge brute

Au premier semestre 2017, en Asie-Pacifique, la marge brute a diminué de 1,2% à 114,4 millions d'euros contre 115,8 millions d'euros au premier semestre 2016, en données publiées.

En données comparables ajustées, la marge brute a baissé de 5,0% et le taux de marge brute s'est établi à 17,9% en diminution de 60 points de base par rapport au premier semestre 2016, principalement liée à la zone Asie, et à un effet défavorable portefeuille des enseignes en Chine.

Au second trimestre 2017, en données comparables ajustées, la marge brute a baissé de 8,0% et le taux de marge brute s'est établi à 17,4%, soit une détérioration de 130 points de base par rapport au second trimestre 2015.

Frais administratifs et commerciaux

Au premier semestre 2017, les frais administratifs et commerciaux se sont élevés à 112,9 millions d'euros, en hausse de 4,2% par rapport au premier semestre 2016 où ils s'élevaient à 108,3 millions d'euros, en données publiées.

En données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont augmenté de 0,5% par rapport au premier semestre 2016, représentant 17,7% du chiffre d'affaires au premier semestre 2017, soit une détérioration de 40 points de base par rapport au premier semestre 2016.

Au second trimestre 2017, en données comparables ajustées, les frais administratifs et commerciaux ont diminué de 4,8%, représentant 16,5% du chiffre d'affaires, en progression de 65 points de base par rapport au second trimestre 2016.

EBITA

Au premier semestre 2017, en conséquence, l'EBITA s'est établi à 1,5 millions d'euros, contre 7,5 millions d'euros au premier semestre 2016, soit une dégradation de 80,0% en données publiées.

En données comparables ajustées, il a diminué de 81,4% par rapport au premier semestre 2016. Le taux d'EBITA a baissé de 100 points de base à 0,2% du chiffre d'affaires.

Au second trimestre 2017, en données comparables ajustées, l'EBITA a diminué de 42,9%, soit une diminution de 65 points de base du taux d'EBITA, à 0,9% du chiffre d'affaires.

1.2.5 | Autres activités

DONNEES FINANCIERES PUBLIEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 Juin			Semestre clos le 30 Juin		
	2017	2016	Variation en %	2017	2016	Variation en %
Chiffre d'affaires	-	-	n.a.	-	-	n.a.
Marge brute	-	-	n.a.	-	-	n.a.
Frais administratifs et commerciaux	(3,6)	(7,0)	48,0%	(5,7)	(15,1)	62,0%
EBITA	(3,6)	(7,0)	48,0%	(5,8)	(15,1)	61,8%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>		<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>	

DONNEES FINANCIERES COMPARABLES AJUSTEES (en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 Juin			Semestre clos le 30 Juin		
	2017	2016	Variation en %	2017	2016	Variation en %
Chiffre d'affaires	-	-	n.a.	-	-	n.a.
Marge brute	-	-	n.a.	-	-	n.a.
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>		<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>	
Frais administratifs et commerciaux	(3,6)	(7,0)	48,0%	(5,7)	(15,1)	62,0%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>		<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>	
EBITA	(3,6)	(7,0)	48,0%	(5,8)	(15,1)	61,8%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>		<i>n.a.</i>	<i>n.a.</i>	

Ce segment concerne principalement les frais de siège non alloués. Ces frais ont baissé de 9,3 millions d'euros par rapport au premier semestre 2016, principalement lié à la baisse des charges de personnel suite à la réduction des effectifs, ainsi qu'à des montants plus faibles de bonus et d'autres éléments de rémunération à long-terme.

1.3 | Perspectives

La performance de Rexel au premier semestre et les perspectives de la poursuite de l'accélération de la croissance des ventes pour la seconde partie de l'année permettent au Groupe de confirmer ses objectifs financiers annuels, tels qu'annoncés le 13 février :

- Rexel vise une reprise de la croissance organique, avec des ventes en progression à un chiffre et inférieure à 5% (en données comparables et à nombre de jours constant), après deux années de recul ;
- En outre, Rexel vise une croissance de l'EBITA ajusté d'au moins 5% et inférieure à 10% ;
- Enfin, Rexel vise un ratio d'endettement (Dette nette/EBITDA, calculé selon les termes du contrat de crédit Senior) inférieur à 3 fois au 31 décembre 2017.

1.4 | Facteurs de risques et incertitudes

Les activités du Groupe sont exposées à certains facteurs de risques macro-économiques, concurrentiels, opérationnels, de marché et juridiques. Ces facteurs de risques sont décrits dans le Document de référence 2015 enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 31 Mars 2017 sous le numéro D.17-0272. Il n'y a pas eu d'évolution significative dans la nature de ces facteurs de risques au cours du premier semestre 2017.

2. | TRESORERIE ET CAPITAUX

2.1 | Flux de trésorerie

(en millions d'euros)	Trimestre clos le 30 juin			Semestre close le 30 juin		
	2017	2016	Variation en valeur	2017	2016	Variation en valeur
Flux de trésorerie d'exploitation	149,1	151,3	(2,2)	296,8	274,4	22,3
Intérêts	(26,0)	(31,9)	5,9	(51,8)	(63,5)	11,7
Impôts	(39,3)	(14,0)	(25,2)	(63,5)	(34,3)	(29,1)
Vairation du besoin en fond de roulement	8,5	62,7	(54,2)	(320,3)	(224,4)	(95,8)
Flux nets des activités opérationnelles	92,3	168,0	(75,8)	(138,8)	(47,9)	(91,0)
Flux nets des activités d'investissement	(21,4)	(25,9)	4,6	(48,8)	(146,3)	97,5
dont investissements opérationnels (1)	(27,4)	(25,9)	(1,5)	(53,0)	(56,9)	3,9
Flux nets des activités de financement	(304,0)	(52,4)	(251,6)	11,4	(63,2)	74,7
Variation nette de la trésorerie	(233,1)	89,7	(322,8)	(176,1)	(257,3)	81,2
Besoin en fond de roulement, en % du chiffre d'affaires (2) au:				June 30, 2017	June 30, 2016	
Données publiées				11,7%	10,8%	
Données comparables				11,7%	10,8%	

(1) Nettes des cessions

(2) Besoin en fond de roulement fin de période, divisé par le chiffre d'affaires des 12 derniers mois

2.1.1 | Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles

Les flux nets provenant des activités opérationnelles du Groupe ont représenté un emploi de 138,8 millions d'euros au premier semestre 2017 contre un emploi de 47,9 millions d'euros au premier semestre 2016.

Flux de trésorerie d'exploitation

Au premier semestre 2017, les flux de trésorerie d'exploitation avant intérêts, impôt et variation du besoin en fonds de roulement sont passés de 274,5 millions d'euros au premier semestre 2016 à 296,8 millions d'euros au premier semestre 2017. Cette augmentation est essentiellement due à l'effet non-récurrent des variations du prix des câbles à base de cuivre qui ont contribué positivement à la trésorerie d'exploitation pour 7,1 millions d'euros au premier semestre 2017 et négativement pour 11,6 millions d'euros au premier semestre 2016.

Intérêts et impôts

Au premier semestre 2017, les intérêts versés ont diminué pour s'établir à 51,8 millions d'euros contre 63,5 millions d'euros enregistrés au premier semestre 2016. Cette diminution provient essentiellement du refinancement des obligations à des taux inférieurs intervenues au premier semestre 2016 et 2017.

Au premier semestre 2017, l'impôt sur les sociétés payé a augmenté pour s'établir à 63,5 millions d'euros contre 34,3 millions d'euros au premier semestre 2016. Cette augmentation est liée à un effet de base, la charge d'impôt, au premier semestre 2016 incluant des remboursements d'acomptes payés au titre de l'exercice précédent en France et aux Etats-Unis.

Variation du besoin en fonds de roulement

Au premier semestre 2017, la variation du besoin en fonds de roulement a représenté un emploi net de trésorerie de 320,3 millions d'euros contre 224,4 millions d'euros au premier semestre 2016. Cet emploi de trésorerie est principalement attribuable aux créances clients et aux stocks pour respectivement 175,5 millions d'euros et 56,8 millions d'euros (respectivement 165,3 millions d'euros et 15,5 millions d'euros au premier semestre 2016).

En pourcentage du chiffre d'affaires des 12 derniers mois, à données comparables, le besoin en fonds de roulement s'est élevé à 11,7% du chiffre d'affaires au 30 juin 2017, à comparer à 10,8% au 30 juin 2016, soit une augmentation de 90 points de base. Cette augmentation est principalement due aux stocks et créances clients qui s'élèvent respectivement à 12,1% et 17,5% au premier semestre 2017, contre 11,4% et 17,1% au premier semestre 2016. L'augmentation des stocks s'explique par l'élargissement de la gamme de produits disponibles quand les créances clients ont augmentés du fait de l'accélération des ventes en juin 2017.

2.1.2/ Trésorerie nette provenant des activités d'investissement

La trésorerie nette provenant des activités d'investissement comprend les acquisitions et les cessions d'immobilisations ainsi que les investissements financiers. Elle représentait un emploi de 48,8 millions d'euros au premier semestre 2017 contre un emploi de 146,3 millions d'euros au premier semestre 2016.

<i>(en millions d'euros)</i>	Trimestre clos le 30 juin		Semestre close le 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
Acquisition d'immobilisations opérationnelles	(28,6)	(28,2)	(54,4)	(62,8)
Produits de cession d'immobilisations opérationnelles	1,1	2,3	1,4	5,9
Flux nets des activités d'investissement opérationnel	(27,4)	(25,9)	(53,0)	(56,9)
Acquisition de filiale, sous déduction de la trésorerie acquise	-	(2,5)	-	(91,5)
trésorerie cédée	3,5	1,7	3,5	1,7
Flux nets des activités d'investissement financier	3,5	(0,9)	3,5	(89,9)
Variation nette des placements à long terme	2,5	0,8	0,7	0,5
Flux nets des activités d'investissement	(21,4)	(25,9)	(48,8)	(146,3)

Acquisitions et cessions d'immobilisations opérationnelles

Le montant des acquisitions d'immobilisations net des cessions a représenté un emploi de trésorerie de 53,0 millions d'euros au premier semestre 2017 contre 56,9 millions d'euros au premier semestre 2016.

Au premier semestre 2017, les dépenses brutes d'investissement se sont élevées à 51,4 millions d'euros (53,4 millions d'euros au premier semestre 2016), soit 0,8 % du chiffre d'affaires de la période. Les cessions d'immobilisations opérationnelles ont généré une ressource de 1,4 millions d'euros (5,9 millions d'euros au premier semestre 2016). La variation nette des dettes et créances correspondantes s'est élevée à 3,0 millions d'euros, augmentant d'autant les investissements nets de la période (contre une hausse de 9,3 millions d'euros au premier semestre 2016).

Investissements financiers

Il n'y avait pas d'investissements financiers au premier semestre 2017 bien qu'ils aient représenté un emploi net de 91,5 millions d'euros au premier semestre 2016, lié principalement aux acquisitions de filiales.

Au premier semestre 2016, ils sont principalement constitués du prix d'acquisition de Sofinther et de Cordia en France et de Brohl and Appel aux Etats-Unis, ainsi que du paiement de compléments et d'ajustements de prix relatifs à des acquisitions réalisées les années précédentes.

2.1.3/ Trésorerie nette provenant des activités de financement

La trésorerie nette provenant des activités de financement comprend les variations de la dette financière.

Au premier semestre 2017, la trésorerie nette provenant des activités de financement reflète un encaissement net de 11,4 millions d'euros, comprenant principalement :

- le remboursement anticipé du solde de l'emprunt obligataire à échéance 2020 et portant intérêt à 5,25% incluant une prime de rachat de 6,3 millions d'euros ;
- la diminution de 59,5 millions d'euros des cessions de créances commerciales au titre des programmes de titrisation ;

partiellement compensé par :

- l'émission d'obligations de 300 millions d'euros à échéance 2024 et portant intérêt à 2,625% pour un montant net des coûts de transaction de 295,8 millions d'euros.
- Une hausse de 80,0 millions d'euros des facilités de crédit et billets de trésorerie.

Au premier semestre 2016, la trésorerie nette provenant des activités de financement reflète un décaissement net de 63,2 millions d'euros, comprenant principalement :

- le rachat anticipé des obligations de 650 millions d'euros à échéance 2020 et portant intérêt à 5,125% réalisé le 16 juin 2016 pour un montant de 675,0 millions d'euros incluant une prime de rachat de 25,0 millions d'euros ;
- la diminution de 52,5 millions d'euros des cessions de créances commerciales au titre des programmes de titrisation ;

partiellement compensé par :

- l'émission d'obligations de 650 millions d'euros à échéance 2023 et portant intérêt à 3,50% pour un montant net des coûts de transaction de 643,4 millions d'euros.

2.2 | Sources de financement

En complément de la trésorerie provenant de son activité, le Groupe se finance principalement au moyen d'emprunts obligataires, de cessions de créances commerciales et de lignes de crédit multilatérales. Au 30 juin 2017, l'endettement net consolidé de Rexel s'établissait à 2 306,6 millions d'euros et s'analysait comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2017			31 décembre 2016		
	Courant	Non Courant	Total	Courant	Non Courant	Total
Obligation senior	-	1 457,3	1 457,3	-	1 480,9	1 480,9
Titrisation	325,6	670,8	996,3	367,9	718,2	1 086,0
Emprunt auprès des établissements de crédit	21,7	2,5	24,2	18,6	3,2	21,8
Billets de trésorerie	190,7	-	190,7	131,7	-	131,7
Concours bancaires et autres emprunts	116,4	-	116,4	84,5	-	84,5
Location financement	6,1	15,1	21,1	6,8	16,9	23,7
Intérêts courus ⁽¹⁾	5,0	-	5,0	6,3	-	6,3
Moins coûts de transaction	(5,8)	(23,5)	(29,3)	(5,9)	(24,1)	(30,0)
Total des dettes financières et intérêts courus	659,6	2 122,2	2 781,8	610,0	2 195,1	2 805,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(459,0)			(619,3)
Créances sur intérêts courus			(0,7)			(0,9)
Dérives de couverture de la dette			(15,4)			(12,3)
Endettement financier net			2 306,7			2 172,6

⁽¹⁾ dont intérêts courus sur les Obligations Senior pour un montant de 2,1 millions d'euros au 30 juin 2017 (2,5 millions d'euros au 31 décembre 2016)

Au 30 juin 2017, la liquidité du Groupe s'élevait à 1 214,0 millions d'euros (1 467,9 millions d'euros au 31 décembre 2016).

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2017	31 décembre 2016
Trésorerie et équivalent de trésorerie	459,0	619,3
Découverts bancaires	(116,4)	(84,5)
Billets de trésorerie	(190,7)	(131,7)
Contrat de crédit senior non tiré	982,0	982,0
Ligne bilatérale	80,1	82,9
Liquidité	1 214,0	1 467,9

Contrat de crédit senior

Selon les termes de ce contrat de crédit senior, Rexel doit maintenir un ratio d'endettement inférieur à 3,50 fois au 30 juin et au 31 décembre de chaque année. Le ratio d'endettement, tel que calculé selon les termes du Contrat de Crédit Senior, s'est élevé à 3,33x au 30 juin 2017 (contre 3,04x au 31 décembre 2016 et 3,25x au 30 juin 2016).

II. États financiers consolidés Intermédiaires résumés au 30 juin 2017 (non audités¹)

1. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2017 ont fait l'objet d'un examen limité par les Commissaires aux Comptes. Leur rapport sur l'information financière semestrielle 2017 est présenté à la suite des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

SOMMAIRE

Compte de résultat consolidé (non audité).....	26
Résultat global consolidé (non audité)	27
Bilan consolidé (non audité)	28
Tableau des flux de trésorerie consolidé (non audité)	29
Tableau de variation des capitaux propres consolidés (non audité)	30
Notes annexes aux états financiers consolidés	31
1. Informations générales	31
2. Evénements significatifs de la période close le 30 juin 2017	31
3. Principales méthodes comptables.....	31
4. Information sectorielle	35
5. Frais administratifs et commerciaux.....	36
6. Autres produits et autres charges.....	37
7. Dépréciation du <i>goodwill</i>	37
8. Charges financières nettes.....	38
9. Impôt sur les bénéfices.....	38
10. Dividendes	38
11. Résultats par action	39
12. Paiements fondés sur des actions.....	39
13. Avantages du personnel	40
14. Endettement financier.....	41
15. Juste valeur des instruments financiers	45
16. Saisonnalité	45
17. Litiges et autres passifs eventuels.....	46
18. Evènements postérieurs à la période de reporting.....	46

Compte de résultat consolidé (non audité)

(en millions d'euros)	Note	Trimestre clos le 30 juin		Période close le 30 juin	
		2017	2016	2017	2016
Chiffre d'affaires	4	3 342,8	3 349,9	6 665,9	6 510,5
Coût des ventes		(2 533,7)	(2 543,5)	(5 024,6)	(4 930,9)
Marge brute		809,0	806,4	1 641,3	1 579,6
Frais administratifs et commerciaux	5	(666,3)	(664,6)	(1 359,0)	(1 327,9)
Résultat opérationnel avant autres produits et charges		142,7	141,8	282,3	251,7
Autres produits	6	3,7	0,6	4,0	1,5
Autres charges	6	(43,9)	(15,6)	(53,9)	(33,5)
Résultat opérationnel		102,6	126,7	232,4	219,7
Produits financiers		0,3	0,4	0,8	1,1
Coût de l'endettement financier		(23,8)	(28,3)	(46,6)	(56,4)
Frais financiers liés aux opérations de refinancement		0,4	(10,0)	(6,3)	(10,0)
Autres charges financières		(6,4)	(5,8)	(11,1)	(11,6)
Charges financières (nettes)	8	(29,6)	(43,7)	(63,3)	(76,9)
Résultat net avant impôt		73,1	83,0	169,2	142,8
Impôt sur le résultat	9	(39,4)	(26,1)	(72,7)	(47,0)
Résultat net		33,7	57,0	96,4	95,8
Dont attribuable :					
<i>aux actionnaires de la société mère</i>					
		35,0	57,1	98,1	96,0
<i>aux intérêts ne conférant pas le contrôle</i>					
		(1,3)	(0,1)	(1,6)	(0,2)
Résultat net par action :					
<i>Résultat de base par action (en euros)</i>					
	11	0,12	0,19	0,32	0,32
<i>Résultat dilué par action (en euros)</i>					
	11	0,12	0,19	0,32	0,32

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Résultat global consolidé (non audité)

<i>(en millions d'euros)</i>		Trimestre clos le 30 juin		Période close le 30 juin	
	Note	2017	2016	2017	2016
Résultat net		33,7	57,0	96,4	95,8
<i>Eléments destinés à être reclassés en compte de résultat</i>					
Profit / (perte) sur couvertures d'investissements nets à l'étranger		18,0	(50,0)	20,0	10,8
Effet d'impôt		(6,2)	17,2	(6,9)	(3,7)
Sous-total		11,8	(32,8)	13,1	7,1
Ecarts de conversion		(136,2)	76,2	(153,4)	(37,4)
Effet d'impôt		17,6	(20,7)	21,1	3,3
Sous-total		(118,6)	55,5	(132,3)	(34,1)
Profit / (perte) sur couvertures de flux de trésorerie		0,4	(0,7)	0,9	(3,1)
Effet d'impôt		(0,1)	0,2	(0,3)	1,1
Sous-total		0,2	(0,4)	0,6	(2,0)
<i>Eléments non reclassables en compte de résultat</i>					
Gains / (pertes) actuariels(-les) sur engagements de retraite et avantages assimilés	13	5,7	(36,1)	(16,3)	(53,4)
Effet d'impôt		(1,1)	4,8	0,1	9,7
Sous-total		4,6	(31,2)	(16,2)	(43,8)
Autres éléments du résultat global au titre de la période, nets d'impôt		(102,0)	(9,0)	(134,9)	(72,8)
Résultat global consolidé au titre de la période, net d'impôt		(68,3)	48,0	(38,4)	23,0
Dont attribuable :					
<i>aux actionnaires de la société mère</i>		(66,4)	48,0	(36,3)	23,6
<i>aux intérêts ne conférant pas le contrôle</i>		(1,9)	0,0	(2,1)	(0,6)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Bilan consolidé (non audité)

<i>(en millions d'euros)</i>	<i>Note</i>	Au 30 juin 2017	Au 31 décembre 2016
Actifs			
Goodwill		4 141,8	4 300,2
Immobilisations incorporelles		1 075,9	1 109,5
Immobilisations corporelles		273,4	282,4
Actifs financiers non courants		35,0	41,8
Actifs d'impôt différé		100,8	128,4
Total des actifs non courants		5 626,8	5 862,3
Stocks		1 573,6	1 579,3
Créances clients		2 292,0	2 187,3
Créances d'impôt courant		21,4	23,5
Autres actifs		490,0	489,6
Actifs destinés à être cédés		-	0,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14.1	459,0	619,3
Total des actifs courants		4 836,1	4 899,3
Total des actifs		10 462,9	10 761,6
Capitaux propres			
Capital social		1 516,1	1 514,5
Prime d'émission		1 568,3	1 561,2
Réserves		1 135,7	1 302,4
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société		4 220,1	4 378,1
Intérêts ne conférant pas le contrôle		3,0	5,2
Total des capitaux propres		4 223,1	4 383,3
Dettes			
Dettes financières non courantes	14.1	2 122,2	2 195,1
Provisions pour retraites et avantages assimilés		339,4	338,5
Passifs d'impôt différé		208,2	240,0
Provisions et autres passifs non courants		59,6	84,8
Total des passifs non courants		2 729,4	2 858,3
Dettes financières courantes	14.1	654,6	603,6
Intérêts courus	14.1	5,0	6,3
Dettes fournisseurs		2 058,9	2 179,0
Dividendes à payer		120,8	-
Dettes d'impôt exigible		26,9	37,5
Autres dettes		644,0	693,5
Total des passifs courants		3 510,3	3 519,9
Total des passifs		6 239,7	6 378,3
Total des passifs et des capitaux propres		10 462,9	10 761,6

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableau des flux de trésorerie consolidé (non audité)

	Note	Trimestre clos le 30 juin		Période close le 30 juin	
		2017	2016	2017	2016
<i>(en millions d'euros)</i>					
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles					
Résultat opérationnel		102,6	126,7	232,4	219,7
Amortissements et dépréciations et mises au rebut d'actifs	5 - 6	54,0	29,3	83,8	56,6
Avantages du personnel		(6,3)	(9,1)	(11,2)	(13,0)
Variation des autres provisions		(8,3)	(1,9)	(15,0)	2,3
Autres éléments opérationnels sans effet sur la trésorerie		7,0	6,3	6,7	8,7
Intérêts payés		(26,0)	(31,9)	(51,8)	(63,5)
Impôt payé		(39,3)	(14,0)	(63,5)	(34,3)
Flux de trésorerie des activités opérationnelles avant variation du besoin en fonds de roulement		83,8	105,4	181,4	176,6
Variation des stocks		11,8	11,4	(56,8)	15,5
Variation des créances clients		(76,2)	(96,8)	(175,5)	(165,3)
Variation des dettes fournisseurs		74,2	189,7	(66,5)	(33,8)
Variations des autres créances et autres dettes		(1,4)	(41,6)	(21,6)	(40,8)
Variation du besoin en fonds de roulement		8,5	62,7	(320,3)	(224,4)
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles		92,3	168,0	(138,8)	(47,9)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement					
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(28,6)	(28,2)	(54,4)	(62,8)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		1,1	2,3	1,4	5,9
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise		-	(2,5)	-	(91,5)
Cession de filiales, sous déduction de la trésorerie cédée	6	3,5	1,7	3,5	1,7
Variation des placements à long terme		2,5	0,8	0,7	0,5
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement		(21,4)	(25,9)	(48,8)	(146,3)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement					
Augmentation de capital		-	-	0,5	-
Ventes / (Achats) d'actions propres		(2,7)	(1,3)	(1,1)	(0,3)
Emission d'emprunts obligataires nette des coûts de transactions	14.2	-	643,4	295,8	643,4
Remboursement d'emprunts obligataires		(302,3)	(675,0)	(302,3)	(675,0)
Résiliation de swaps de taux d'intérêt qualifiés de couverture de juste valeur		-	2,8	0,5	5,8
Variation nette des facilités de crédit, des billets de trésorerie et autres dettes financières	14.2	(36,9)	(102,6)	80,0	16,4
Variation nette des financements reçus au titre des programmes de titrisation	14.2	38,7	81,6	(59,5)	(52,5)
Variation des dettes au titre des contrats de location-financement	14.2	(0,8)	(1,3)	(2,4)	(1,0)
Trésorerie nette provenant des activités de financement		(304,0)	(52,4)	11,4	(63,2)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(233,1)	89,7	(176,1)	(257,3)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		676,1	443,9	619,3	804,8
Effet de la variation des taux de change		16,0	(2,2)	15,9	(15,2)
Trésorerie reclassée en actifs destinés à être cédés		-	3,6	-	2,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		459,0	535,1	459,0	535,1

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableau de variation des capitaux propres consolidés (non audité)

(en millions d'euros)

	Capital social	Prime d'émission	Résultats accumulés non distribués	Réserve de conversion	Réserve de couverture des flux de trésorerie futurs	Revalorisation de la dette nette de pension	Total attribuable aux actionnaires de la société mère	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Note									
Pour la période close le 30 juin 2016									
Au 1er janvier 2016	1 509,4	1 680,5	1 154,4	160,6	(1,9)	(159,1)	4 343,9	9,0	4 352,9
Résultat net	-	-	96,0	-	-	-	96,0	(0,2)	95,8
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(26,6)	(2,0)	(43,8)	(72,4)	(0,4)	(72,8)
Résultat global de la période	-	-	96,0	(26,6)	(2,0)	(43,8)	23,6	(0,6)	23,0
Distribution de dividendes en numéraire	-	(120,3)	-	-	-	-	(120,3)	-	(120,3)
Augmentation de capital	1,7	6,9	(8,7)	-	-	-	(0,0)	-	(0,0)
Paievements fondés sur des actions	-	-	3,1	-	-	-	3,1	-	3,1
Cessions / (achats) d'actions propres	-	-	(0,3)	-	-	-	(0,3)	-	(0,3)
Au 30 juin 2016	1 511,1	1 567,1	1 244,5	134,0	(3,9)	(202,9)	4 250,0	8,4	4 258,4
Pour la période close le 30 juin 2017									
Au 1er janvier 2017	1 514,5	1 561,2	1 303,1	185,5	(0,7)	(185,6)	4 378,1	5,2	4 383,3
Résultat net	-	-	98,1	-	-	-	98,1	(1,6)	96,4
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(118,7)	0,6	(16,2)	(134,4)	(0,5)	(134,9)
Résultat global de la période	-	-	98,1	(118,7)	0,6	(16,2)	(36,3)	(2,1)	(38,4)
Distribution de dividendes en numéraire	-	-	(120,8)	-	-	-	(120,8)	-	(120,8)
Augmentation de capital	1,6	7,1	(8,1)	-	-	-	0,6	-	0,6
Paievements fondés sur des actions	-	-	(0,4)	-	-	-	(0,4)	-	(0,4)
Cessions / (achats) d'actions propres	-	-	(1,1)	-	-	-	(1,1)	-	(1,1)
Au 30 juin 2017	1 516,1	1 568,3	1 270,8	66,8	(0,1)	(201,8)	4 220,1	3,0	4 223,1

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Notes annexes

1. | INFORMATIONS GÉNÉRALES

La société Rexel a été créée le 16 décembre 2004. Ses actions sont admises aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris depuis le 4 avril 2007. Le groupe comprend Rexel et ses filiales (« le Groupe » ou « Rexel »).

L'activité du Groupe s'exerce principalement dans le secteur de la distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles. Il s'adresse à une variété étendue de clients et marchés dans le domaine de la construction, de l'industrie et des services. L'offre de produits comprend les équipements d'installation électrique, les conduits et câbles, les produits d'éclairage, de sécurité et communication et de génie climatique, l'outillage, ainsi que les produits blancs et bruns. Le Groupe exerce principalement son activité en Europe, en Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada) et dans la zone Asie-Pacifique (principalement en Australie, Nouvelle-Zélande et en Chine).

Les présents états financiers consolidés couvrent la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2017 et ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 28 juillet 2017.

2. | EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE CLOSE LE 30 JUIN 2017

En février 2017, Rexel a émis un emprunt obligataire de 300 millions d'euros au taux de 2,625% à échéance 2024 (voir note 14.1.1). Cette émission a permis de rembourser en juin 2017 le solde des obligations de 500 millions de dollars américains à échéance 2020 émises au taux de 5,25% pour un montant de 330 millions de dollars américains.

3. | PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

3.1 | Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2017 (désignés ci-après comme « les états financiers résumés ») ont été établis en conformité avec les International Financial Reporting Standards (IFRS), telles qu'adoptées par l'Union européenne. Ces états financiers résumés sont également conformes aux IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et applicables au 30 juin 2017. En particulier, les états financiers résumés ont été préparés conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. En application de celle-ci, seule une sélection de notes explicatives est incluse dans les présents états financiers résumés. Ces notes doivent être lues en complément des états financiers consolidés du Groupe établis pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 et inclus dans le document de référence enregistré par l'Autorité des Marchés Financiers le 31 mars 2017 sous le numéro D.17-0272.

Le référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'Union européenne, peut être consulté sur le site internet de la Commission européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

3.2 | Préparation des états financiers

Les états financiers résumés au 30 juin 2017 sont présentés en euros et toutes les valeurs sont arrondies au dixième de million le plus proche sauf indication contraire. Les totaux et sous-totaux présentés dans les états financiers consolidés sont calculés en milliers d'euros et arrondis ensuite au dixième de million le plus proche. Par conséquent, les montants peuvent ne pas s'additionner en raison des arrondis.

Ils sont établis suivant les principes et méthodes comptables identiques à ceux appliqués au 31 décembre 2016 et décrits dans les notes aux états financiers consolidés établis pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, exceptions faites des nouvelles normes et interprétations présentées en note 3.2.1.

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction d'exercer des jugements, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un effet sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées régulièrement. L'effet des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes ultérieures affectées.

3.2.1 | Changements de méthodes - amendements des normes IFRS

Le Groupe applique depuis le 1^{er} janvier 2017 les nouveaux amendements suivants tels qu'approuvés par l'Union européenne. Leur application n'a pas eu d'effet significatif sur les états financiers du Groupe :

- Dans le cadre de sa réflexion globale sur la présentation des états financiers, l'IASB a publié en janvier 2016 des amendements à IAS 7 « Etat des flux de trésorerie », qui imposent à une entité de fournir des informations permettant aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les variations monétaires et non monétaires des dettes financières.
- Les amendements à l'IAS 12 « Impôt sur le résultat : Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes », publiés par l'IASB le 19 janvier 2016, visent à clarifier la comptabilisation des actifs d'impôts différés relatifs aux instruments de dette évalués à la juste valeur et les règles de reconnaissance des actifs d'impôts différés sur les pertes latentes.

3.2.2 | Nouvelles normes et interprétations d'application ultérieure approuvées par l'Union européenne

Les normes suivantes, publiées par l'IASB, ont été approuvées en 2016 par l'Union européenne mais ne sont pas encore applicables :

- La norme IFRS 9 « Instruments financiers », qui remplace la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » traite de la classification et de l'évaluation, ainsi que de la dépréciation et la comptabilité de couverture des actifs et passifs financiers. La nouvelle norme est applicable à compter du 1^{er} janvier 2018. Une application anticipée est autorisée. L'application rétrospective est requise sauf pour la comptabilité de couverture, dont l'application est prospective. Le Groupe a décidé de ne pas anticiper l'application de cette norme.

Le Groupe n'anticipe pas d'impacts significatifs au bilan ou dans les capitaux propres suite à l'application des principes de classification et d'évaluation prévus par la norme IFRS 9.

Sur la comptabilité de couverture, le Groupe estime que tous les relations de couvertures actuellement qualifiées d'efficaces resteront qualifiées de relations de couverture suite à l'application de la norme IFRS 9. Comme la norme IFRS 9 ne modifie pas le mode de comptabilisation des couvertures efficaces, le Groupe ne s'attend pas à des impacts significatifs à la suite de l'application d'IFRS 9.

En ce qui concerne le nouveau modèle de dépréciation des créances clients, le Groupe a prévu d'appliquer la méthode simplifiée et d'enregistrer la perte attendue sur l'ensemble des créances clients. Il en résulte un complément de dépréciation qui affectera les capitaux propres. Actuellement, le groupe ne déprécie pas les créances non échues ou dont l'échéance n'est pas dépassée depuis plus de 30 jours. Une évaluation détaillée pour déterminer le montant de la provision pour dépréciation selon la nouvelle méthode est en cours, mais le Groupe n'anticipe pas d'effet significatif.

- La norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients », qui remplace IAS 11 « Contrats de construction » et IAS 18 « Produits des activités ordinaires », prévoit que le chiffre d'affaires sera reconnu pour le montant qui reflète les encaissements que la société s'attend à recevoir en échange de la livraison de biens ou services. La nouvelle norme est applicable à compter du 1^{er} janvier 2018. Une application anticipée est autorisée, toutefois, le Groupe a décidé de ne pas l'appliquer par anticipation.

Le Groupe exerce son activité dans le secteur de la distribution professionnelle de matériel électrique et reconnaît actuellement le chiffre d'affaires lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur, ce qui est généralement le cas lorsque la livraison ou l'expédition a eu lieu. Dès lors que les ventes de matériel électrique représentent en général la seule obligation de performance prévue par IFRS 15, le chiffre d'affaires sera reconnu, dans la plupart des cas, au moment où le contrôle des marchandises sera transféré à l'acheteur, en l'occurrence lorsque la livraison ou l'expédition sera effective. L'évaluation détaillée des effets de l'adoption de cette nouvelle norme est en cours. Le Groupe n'anticipe pas d'effet significatif sur la reconnaissance du chiffre d'affaires.

3.2.3 / Normes et interprétations publiées par l'IASB et par le Comité d'Interprétation des normes internationales d'Information Financière (IFRIC) et non encore approuvées par l'Union européenne

Les normes et interprétations suivantes ont été publiées par l'IASB, mais ne sont pas encore approuvées par l'Union européenne. Leur effet éventuel sur le Groupe est en cours d'analyse :

- Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié une nouvelle norme IFRS 16 sur la comptabilisation des contrats de location. Cette norme représente une évolution majeure dans la comptabilisation des contrats de location et prévoit un modèle unique de comptabilisation chez le preneur qui nécessite de reconnaître les actifs et passifs pour tous les contrats de location à l'exception de ceux d'une durée inférieure à 12 mois ou ceux dont l'actif sous-jacent est de faible valeur. A la prise d'effet d'un contrat de location, le preneur constate une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers et un actif représentant le droit d'utilisation de l'actif loué pendant la durée du contrat. Pendant cette durée, il doit présenter séparément la charge d'intérêts relative à la dette de loyers de la charge d'amortissement du droit d'utilisation. Si un événement particulier survient (i.e. révision de la durée du contrat, changement des loyers variables basés sur un taux ou un index), le preneur doit réévaluer la dette en contrepartie du droit d'utilisation constaté à l'actif. IFRS 16 est applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 et autorise les preneurs à choisir entre la méthode rétrospective et l'approche rétrospective simplifiée. Cette nouvelle norme devrait avoir un impact sur la situation financière de Rexel et sa performance dès lors que le Groupe a conclu des contrats de location pour la plupart des sites de son réseau d'agences commerciales, de ses centres logistiques et de ses bâtiments administratifs. Le Groupe a entrepris le recensement de l'évaluation des contrats de location sur un périmètre limité d'entités et entend déployer cette phase à l'ensemble des entités au cours de l'exercice.
- Le 20 juin 2016, l'IASB a publié des amendements à IFRS 2 « Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions », qui définissent les règles de comptabilisation :
 - des effets des conditions d'acquisition des droits sur l'évaluation d'un paiement fondé sur les actions et réglés en trésorerie ;
 - des paiements fondés sur des actions et soumis à une retenue fiscale ;
 - des changements des termes et conditions d'une transaction dont le paiement fondé sur des actions modifierait sa qualification d'actions réglées en trésorerie à actions réglées en instruments de capitaux propres.

Ces amendements sont applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Une application anticipée est autorisée.

- L'interprétation IFRIC 22 « Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée », publié le 8 décembre 2016, précise le taux de change à utiliser pour la comptabilisation initiale de l'actif, la charge ou le produit connexe quand une entité a reçu un paiement ou émis un règlement d'avance dans une monnaie étrangère. Cette interprétation est applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018.
- Le 7 juin 2017, le Comité d'Interprétation de la Fondation IFRS a publié l'interprétation IFRIC 23 « Incertitudes relatives aux traitements fiscaux ». Cette interprétation clarifie l'application d'IAS 12 « Impôts sur le résultat » concernant la comptabilisation et l'évaluation, lorsqu'une incertitude existe sur le traitement de l'impôt sur le résultat. Elle précise particulièrement :
 - si le traitement de l'incertitude fiscale doit s'effectuer de façon globale ou séparée ;
 - les hypothèses à retenir relatives à l'examen des traitements fiscaux par les administrations fiscales ;
 - comment une entité détermine le bénéfice imposable (la perte fiscale), les bases d'imposition, les déficits reportables, les crédits d'impôt non utilisés et les taux d'imposition ;
 - qu'une entité doit réévaluer ses jugements et ses estimations en cas de changement dans les faits et circonstances.

IFRIC 23 est applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019, avec une application anticipée possible.

4. | INFORMATION SECTORIELLE

Conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », les secteurs opérationnels sont déterminés sur la base de l'information mise à disposition de la direction pour analyser les résultats de l'activité du Groupe. La structure de cette information est organisée par zone géographique selon l'organisation interne du Groupe.

Selon cette organisation, les secteurs opérationnels présentés sont les suivants : l'Europe, l'Amérique du Nord et la zone Asie-Pacifique.

Le reporting financier du Groupe est revu mensuellement par le Directeur Général agissant en tant que principal décideur opérationnel.

Informations par secteur géographique pour les périodes closes les 30 juin 2017 et 2016

2017 (en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie-Pacifique	Total des secteurs opérationnels	Holdings et autres éléments de réconciliation	Total consolidé
Trimestre clos le 30 juin						
Chiffre d'affaires hors groupe.....	1 799,1	1 210,8	332,9	3 342,8	-	3 342,8
EBITA ⁽¹⁾	100,9	47,3	3,0	151,2	(3,6)	147,5
Dépréciation du <i>goodwill</i>	(12,8)	-	-	(12,8)	-	(12,8)
<hr/>						
2016 (en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie-Pacifique	Total des secteurs opérationnels	Holdings et autres éléments de réconciliation	Total consolidé
Trimestre clos le 30 juin						
Chiffre d'affaires hors groupe.....	1 846,4	1 171,6	331,9	3 349,9	-	3 349,9
EBITA ⁽¹⁾	99,3	50,0	4,8	154,1	(7,0)	147,1
<hr/>						
2017 (en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie-Pacifique	Total des secteurs opérationnels	Holdings et autres éléments de réconciliation	Total consolidé
Période close le 30 juin						
Chiffre d'affaires hors groupe.....	3 627,0	2 401,3	637,5	6 665,9	-	6 665,9
EBITA ⁽¹⁾	213,2	83,1	1,5	297,8	(5,8)	292,0
Dépréciation du <i>goodwill</i>	(12,8)	-	-	(12,8)	-	(12,8)
Au 30 juin						
Besoin en fonds de roulement	793,5	682,7	184,0	1 660,2	(135,0)	1 525,3
<i>Goodwill</i>	2 513,6	1 435,4	192,8	4 141,8	-	4 141,8
<hr/>						
2016 (en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie-Pacifique	Total des secteurs opérationnels	Holdings et autres éléments de réconciliation	Total consolidé
Période close le 30 juin						
Chiffre d'affaires hors groupe.....	3 641,5	2 236,4	632,6	6 510,5	-	6 510,5
EBITA ⁽¹⁾	195,3	73,1	7,5	275,9	(15,1)	260,9
Au 31 décembre						
Besoin en fonds de roulement	613,3	645,6	146,1	1 405,0	(18,6)	1 386,4
<i>Goodwill</i>	2 547,0	1 535,4	217,9	4 300,2	-	4 300,2

(1) L'EBITA est défini comme le résultat opérationnel avant amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises et avant autres produits & autres charges.

La réconciliation de l'EBITA avec le résultat net avant impôt du Groupe est présentée dans le tableau suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	Trimestre clos le 30 juin		Période close le 30 juin	
	2017	2016	2017	2016
EBITA	147,5	147,1	292,0	260,9
Amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises	(4,8)	(5,3)	(9,7)	(9,2)
Autres produits et autres charges	(40,1)	(15,0)	(49,9)	(32,0)
Charges financières (nettes)	(29,6)	(43,7)	(63,3)	(76,9)
Résultat net avant impôt	73,1	83,0	169,2	142,8

La réconciliation du total des actifs et passifs alloués avec le total des actifs du Groupe est présentée dans le tableau suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2017	Au 31 décembre 2016
Besoin en fonds de roulement	1 525,3	1 386,4
Goodwill	4 141,8	4 300,2
Total des actifs et passifs alloués	5 667,1	5 686,6
Passifs inclus dans le besoin en fonds de roulement	2 820,5	2 868,5
Intérêts courus à recevoir	0,7	0,9
Autres actifs non courants	1 384,2	1 433,6
Actifs d'impôt différé	100,8	128,4
Créances d'impôt courant	21,4	23,5
Actifs destinés à être cédés	-	0,3
Instruments dérivés	9,2	0,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	459,0	619,3
Total des actifs du Groupe	10 462,9	10 761,6

5. | FRAIS ADMINISTRATIFS ET COMMERCIAUX

<i>(en millions d'euros)</i>	Période close le 30 juin	
	2017	2016
Charges de personnel	825,9	803,2
Charges d'occupation des locaux	139,1	136,8
Autres charges externes	321,7	313,0
Amortissements	49,5	47,5
Amortissements des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises	9,7	9,2
Créances irrécouvrables	13,1	18,1
Total des frais administratifs et commerciaux	1 359,0	1 327,9

6. | AUTRES PRODUITS ET AUTRES CHARGES

(en millions d'euros)	Période close le 30 juin	
	2017	2016
Plus-values de cession d'immobilisations corporelles	0,1	0,6
Reprise de dépréciation d'immobilisations	-	0,1
Reprise de provisions non utilisées	0,3	0,8
Gains sur compléments de prix	2,0	-
Autres produits opérationnels	1,5	0,1
Total des autres produits	4,0	1,5
Charges de restructuration	(13,9)	(23,0)
Fermeture de l'activité pétrolière et gazière en Thaïlande.....	(9,1)	-
Perte de cession de l'activité pétrolière et gazière à Singapour.....	(11,3)	-
Moins-values de cession d'immobilisations	(2,3)	(3,7)
Dépréciation du <i>goodwill</i>	(12,8)	-
Frais connexes aux acquisitions dans le cadre des regroupements d'entreprises	(0,1)	(1,0)
Pertes sur compléments de prix	-	(2,5)
Autres charges opérationnelles	(4,4)	(3,3)
Total des autres charges	(53,9)	(33,5)

- (1) Dont 2,2 millions d'euros au premier semestre 2017 liés aux départs de personnel occupant des fonctions de direction du Groupe (7,5 millions d'euros au premier semestre 2016)
- (2) Fermeture de l'activité pétrolière et gazière en Thaïlande consécutive au déclin du marché. Les coûts de liquidation concernent essentiellement des dépréciations d'actifs (incluant le *goodwill*).
- (3) Le 25 mai 2017, le Groupe a conclu la vente de Lenn International Pte Ltd, un distributeur de câbles basé à Singapour, pour un montant de 3,5 millions d'euros. Une perte de cession d'un montant de 11,3 millions d'euros a été constatée au 30 juin 2017.
- (4) Dépréciation du *goodwill* de la Finlande (voir note 7)

7. | DÉPRÉCIATION DU *GOODWILL*

Le *goodwill* est soumis à un test de dépréciation annuellement (au 31 décembre) et lorsque des circonstances indiquent qu'une perte de valeur est susceptible d'être intervenue. Le Groupe utilise la méthode des flux de trésorerie actualisés pour calculer la valeur d'utilité du *goodwill* et des actifs à durée de vie indéfinie.

Lors de la revue des indicateurs de dépréciation, le Groupe examine le niveau réel de performance des unités génératrices de trésorerie (UGT) par rapport au budget de l'année en cours. Tout écart avec la performance attendue est analysé et les projections de flux de trésorerie sont mises à jour si nécessaire.

En conséquence, le Groupe a constaté, au premier semestre 2017, une dépréciation du *goodwill* d'un montant de 12,8 millions d'euros concernant la Finlande (voir note 6). La performance opérationnelle de la Finlande étant en dessous des objectifs budgétaires, le management a revu ses hypothèses de flux de trésorerie attendus. Les autres hypothèses clés, incluant le taux de croissance à long terme, le coût pondéré du capital et la marge d'EBITA sur la valeur terminale sont restées inchangées par rapport au test effectué au 31 décembre 2016. Le calcul de la valeur d'utilité est particulièrement sensible aux hypothèses du taux d'EBITA retenu dans la valeur terminale, du taux d'actualisation et du taux de croissance à l'infini. Une dégradation de 50 points de base de l'un de ces paramètres se serait traduite par une dégradation complémentaire comprise entre 5 millions d'euros et 11 millions d'euros.

8. | CHARGES FINANCIÈRES NETTES

	Période close le 30 juin	
	2017	2016
(en millions d'euros)		
Produits d'intérêts sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	-	0,2
Produits d'intérêts sur les créances et prêts	0,8	0,9
Total des produits financiers	0,8	1,1
Charges d'intérêt sur la dette (comptabilisée au coût amorti).....	(48,7)	(59,3)
Produits (charges) d'intérêt sur les dérivés de taux d'intérêt.....	1,5	0,2
Variation de juste valeur des instruments dérivés de taux par le résultat	0,6	2,6
Coût de l'endettement financier	(46,6)	(56,4)
Frais financiers liés aux opérations de remboursement	(6,3) (1)	(10,0) (1)
Gain / (perte) de change	(9,6)	1,5
Variation de juste valeur des instruments dérivés de change par le résultat	10,8	(0,6)
Résultat de change net.....	1,1	0,9
Charge nette sur engagements au titre des avantages du personnel	(4,9)	(5,5)
Charges financières diverses	(7,4)	(7,0)
Autres charges financières	(11,1)	(11,6)
Charges financières nettes	(63,3)	(76,9)

(1) Relatifs au remboursement anticipé des obligations de 330 millions de dollars américains remboursables en 2020 (en 2016, remboursement anticipé des obligations d'un nominal de 650 millions d'euros remboursables en 2020) (voir note 14.1.1)

9. | IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôt sur le résultat au titre d'une période intermédiaire est calculée sur la base du taux d'impôt sur le résultat qui serait applicable au résultat total de l'exercice, c'est-à-dire en appliquant au résultat avant impôt de la période intermédiaire le taux effectif moyen attendu pour l'exercice 2017. Le taux effectif d'impôt, pour la période close le 30 juin 2017, s'établit à 43,0% comparé à 32,9% pour la période close le 30 juin 2016.

10. | DIVIDENDES

L'Assemblée générale du 23 mai 2017 a approuvé la distribution en numéraire d'un dividende de 0,40 euro par action. Les dividendes ont été payés le 7 juillet 2017.

	Période close le 30 juin	
	2017	2016
Dividende par action attribué aux actions ordinaires.....	0,40 €	0,40 €
Dividendes versés en numéraire (en millions d'euros)	120,8	120,3

11. | RÉSULTATS PAR ACTION

Les informations sur les résultats et le nombre d'actions ayant servi au calcul du résultat de base et du résultat dilué sont présentées ci-dessous :

	Période close le 30 juin	
	2017	2016
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en millions d'euros)	98,1	96,0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	301 645	300 448
Actions potentielles non dilutives (en milliers)	832	731
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ajusté des actions potentielles non dilutives (en milliers)	302 477	301 179
Résultat net par action (en euros)	0,32	0,32
Actions potentielles dilutives (en milliers)	427	787
- dont options de souscription d'actions (en milliers)	-	79
- dont actions attribuées gratuitement (en milliers) (1)	427	708
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ajusté des actions potentielles dilutives (en milliers)	302 904	301 965
Résultat net dilué par action (en euros)	0,32	0,32

(1) Le nombre d'actions potentielles dilutives ne tient pas compte des actions attribuées gratuitement dont l'attribution est soumise à des conditions de performance ou de marché non encore réalisées à la date de clôture.

12. | PAIEMENTS FONDES SUR DES ACTIONS

Le 23 mai 2017, Rexel a mis en place des plans d'attribution gratuite d'actions en faveur de ses cadres dirigeants pour un nombre maximum de 1 873 975 actions. Au titre de ces plans, les bénéficiaires, selon leur pays de résidence, sont éligibles à recevoir des actions Rexel à l'issue d'une période de :

- trois ans (24 mai 2020), ces actions n'étant cessibles qu'à l'issue d'une période supplémentaire de deux ans (24 mai 2022) dans le cadre d'un plan intitulé « Plan 3+2 »,
- quatre ans (24 mai 2021), ces actions étant alors cessibles immédiatement après leur remise aux bénéficiaires dans le cadre d'un plan intitulé « Plan 4+0 ».

La remise effective de ces actions est soumise au respect de conditions de présence, de performance et de marché telles que présentées dans le tableau suivant :

Conditions d'acquisition	Présence au 3ème anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur :	Présence au 4ème anniversaire de la mise en place du plan et conditions basées sur :	Total
	(i) moyenne de la variation de l'EBITA en volume entre 2016 et 2019, (ii) la croissance organique moyenne du chiffre d'affaires entre 2016 et 2019 (iii) la moyenne du ratio flux de trésorerie libre avant intérêts et impôts sur EBITDA entre 2017 et 2019, (iv) la performance de l'action Rexel sur les marchés financiers par rapport à ses pairs.		
Plan	3+2	4+0	
Date de livraison des actions du plan	24 mai 2020	24 mai 2021	
Juste valeur des actions à la date d'octroi du 23 mai 2017	12,75	12,34	12,48
Nombre maximum d'actions attribuées au 23 mai 2017	643 200	1 230 775	1 873 975

La juste valeur des actions attribuées a été déterminée selon un modèle Monte Carlo, qui simule l'évolution du cours de bourse de Rexel et des sociétés de l'échantillon au terme de la période d'acquisition de trois ou quatre ans. L'effet relatif aux restrictions de dividendes attachées à ces actions jusqu'à leur remise aux bénéficiaires a été déduit de la juste valeur.

13. | AVANTAGES DU PERSONNEL

Au 30 juin 2017, l'évaluation des régimes à prestations définies les plus importants ont été actualisés. Ils concernent le Canada, la Suisse et le Royaume-Uni. Les écarts actuariels ont été estimés sur la base d'une analyse de la sensibilité des taux d'actualisation et du rendement des fonds investis dans les plans de retraite.

Pour la période close le 30 juin 2017, les pertes actuarielles nettes avant impôt constatées dans le résultat global pour un montant de 16,3 millions d'euros (pertes actuarielles de 53,4 millions d'euros au titre de la période close le 30 juin 2016) résultent de la baisse des taux d'actualisation par rapport aux taux utilisés au 31 décembre 2016 et du rendement réel des fonds investis dans les plans de retraite.

Le tableau suivant présente les taux d'actualisation des plans concernés :

<i>Taux d'actualisation (en %)</i>	Au 30 juin 2017	Au 31 décembre 2016	Au 30 juin 2016
Royaume-Uni	2,50	2,75	3,00
Canada	3,25	3,75	3,25
Suisse	0,50	0,50	0,25

En Suisse, le régime de retraite a été modifié pour réduire le facteur de conversion du capital d'épargne salariale en pension de retraite. La diminution du facteur de conversion a été partiellement compensée par une cotisation complémentaire de l'employeur aux fonds d'épargne salariale. Cette modification s'est traduite par une réduction du coût des services passés d'un montant de 3,1 millions d'euros au titre de la période close le 30 juin 2017.

Par ailleurs, dans le cadre de sa stratégie de réduction des risques, le Groupe a conclu un contrat d'assurance d'une durée de 5 ans pour financer les indemnités versées en cas d'invalidité, précédemment financées par le fonds de pension suisse. Ce contrat prévoit que la compagnie d'assurance versera les indemnités aux bénéficiaires du plan au nom du fonds de pension. En conséquence, un gain d'un montant de 3,9 millions d'euros représentant la variation des actifs de régime a été constaté dans le résultat global au titre de la période close le 30-juin-2017.

14. | ENDETTEMENT FINANCIER

Cette note présente des informations sur l'endettement financier au 30 juin 2017. L'endettement financier inclut les dettes auprès d'établissements financiers portant intérêt, les emprunts et intérêts courus nets des coûts de transaction.

14.1 | Endettement financier net

Au 30 juin 2017, l'endettement financier net consolidé de Rexel s'élève à 2 306,7 millions d'euros et s'analyse ainsi :

(en millions d'euros)	Au 30 juin 2017			Au 31 décembre 2016		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Obligations senior	-	1 457,3	1 457,3	-	1 480,9	1 480,9
Titrisation	325,6	670,8	996,3	367,9	718,2	1 086,0
Emprunts auprès des établissements de crédit	21,7	2,5	24,2	18,6	3,2	21,8
Billets de trésorerie	190,7	-	190,7	131,7	-	131,7
Concours bancaires et autres emprunts	116,4	-	116,4	84,5	-	84,5
Location financement	6,1	15,1	21,1	6,8	16,9	23,7
Intérêts courus	5,0	-	5,0	6,3	-	6,3
Moins coûts de transaction	(5,8)	(23,5)	(29,3)	(5,9)	(24,1)	(30,0)
Total dettes financières et intérêts courus	659,6	2 122,2	2 781,8	610,0	2 195,1	2 805,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(459,0)			(619,3)
Intérêts courus à recevoir			(0,7)			(0,9)
Dérivés de couverture de la dette.....(2)			(15,4)			(12,3)
Endettement financier net			2 306,7			2 172,6

(1) dont intérêts courus sur les obligations pour un montant de 2,1 millions d'euros au 30 juin 2017 (2,5 millions d'euros au 31 décembre 2016)

(2) les dérivés de couverture de la dette incluent les instruments de taux désignés comme couverture de juste valeur et des dérivés de couverture de change adossés à la dette financière

14.1.1 | Obligations

Au 30 juin 2017, la valeur comptable des obligations se détaille comme suit :

	Au 30 juin 2017				Au 31 décembre 2016			
	Nominal (en millions de devises)	Nominal (en millions d'euros)	Ajuste- ments de juste valeur (1)	Total	Nominal (en millions de devises)	Nominal (en millions d'euros)	Ajuste- ments de juste valeur (1)	Total
Obligations remboursables en 2020	-	-	-	-	US\$ 330,0	313,1	3,8	316,8
Obligations remboursables en 2022	EUR 500,0	500,0	9,2	509,2	EUR 500,0	500,0	14,1	514,1
Obligations remboursables en 2023	EUR 650,0	650,0	-	650,0	EUR 650,0	650,0	-	650,0
Obligations remboursables en 2024	EUR 300,0	300,0	(1,9)	298,1	-	-	-	-
TOTAL		1 450,0	7,3	1 457,3		1 463,1	17,9	1 480,9

(1) Ajustement reflétant les variations du taux d'intérêt sur une partie des obligations couvertes par des instruments dérivés de couverture de juste valeur (voir note 15)

Obligations de 300 millions d'euros remboursables en 2024

Le 13 mars 2017, Rexel a émis des obligations pour un montant de 300 millions d'euros à échéance 2024 portant intérêt à 2,625% par an.

Ces obligations sont de même rang que le Contrat de Crédit Senior et les autres obligations non assorties de sûretés. Les intérêts sont payables semestriellement, au 15 juin et au 15 décembre, à compter du 15 juin 2017. Les obligations sont remboursables le 15 juin 2024 et sont admises aux négociations sur le marché de la Bourse du Luxembourg.

Ces obligations sont remboursables en totalité ou partiellement à tout moment jusqu'au 15 mars 2020 à un prix égal au montant total du nominal augmenté d'une prime de remboursement anticipé et des intérêts courus non échus. A partir du 15 mars 2020, elles seront remboursables en totalité ou partiellement pour les valeurs figurant dans le tableau ci-après :

Période de remboursement commençant le :	Prix de remboursement (en % du montant principal)
15 mars 2020.....	101,313%
15 mars 2021.....	100,656%
15 mars 2022 et au-delà.....	100,000%

Remboursement des obligations de 330 millions de dollars remboursables en 2020

Le Groupe a utilisé les fonds provenant de cette émission obligataire pour rembourser par anticipation, le 16 juin 2017, le solde des obligations de 500 millions de dollars américains à échéance 2020, soit 330 millions de dollars américains. Le prix de remboursement s'établit à 102,625% de la valeur nominale des obligations, soit un montant de 302,3 millions d'euros. Une charge financière de 6,3 millions d'euros a été constatée et représente la prime de remboursement anticipé, les coûts de transaction non amortis et l'ajustement de la dette comptabilisé au titre des couvertures de juste valeur adossées aux obligations remboursées.

14.1.2 / Programmes de cession de créances

Rexel gère plusieurs programmes de cession de créances commerciales, présentés dans le tableau ci-dessous, lui permettant d'obtenir des financements à un coût moindre que celui des emprunts obligataires ou bancaires.

Les spécificités des programmes de cession de créances du Groupe varient selon les pays considérés. Les filiales concernées restent en charge du recouvrement des créances après leur cession. Ces créances sont cédées à des entités « *ad hoc* », fonctionnant sans aucune intervention des filiales. Les entités « *ad hoc* » obtiennent le financement nécessaire à l'achat de celles-ci notamment par l'émission d'instruments de dette à court terme, comme des billets de trésorerie français ou du *commercial paper* américain ou canadien, notés par des agences de notation.

Ces programmes imposent le respect de certaines obligations contractuelles relatives à la qualité du portefeuille de créances commerciales, notamment en ce qui concerne le ratio de dilution (créances ayant fait l'objet d'un avoir par rapport au montant total des créances commerciales éligibles), des ratios de défauts et d'arriérés (ratios relatifs respectivement au rapport entre les créances commerciales arriérées ou douteuses et les créances commerciales éligibles). Au 30-juin-2017, toutes les obligations contractuelles au titre des programmes de cession de créances commerciales sont satisfaites. Ces programmes sont permanents et ne subissent aucun effet de saisonnalité autre que celui relatif à l'activité courante.

Les principales informations de ces programmes de titrisation, incluant le programme hors bilan, sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Programme	Encours maximum autorisé	Montant des créances cédées au 30 juin 2017	Sommes tirées au 30 juin 2017	Solde dû		Échéance
				au 30 juin 2017	au 31 décembre 2016	
		(en millions de devises)		(en millions d'euros)		
Europe - Australie	375,0 EUR	423,2 EUR	325,5 EUR	325,6	367,9	18/12/2017
Etats-Unis	515,0 US\$	605,9 USD	445,2 US\$	390,1	441,9	20/12/2019
Canada	175,0 CAD	227,4 CAD	163,9 CAD	110,9	123,3	18/01/2019
Europe	354,0 EUR	464,3 EUR	325,6 EUR	325,6	350,6	20/11/2019
TOTAL				1 152,1	1 283,7	
dont :						
	- Dette enregistrée au bilan :			996,3	1 086,0	
	- Financement hors bilan : ⁽¹⁾			155,8	197,8	

(1) La valeur nette comptable des encaissements des clients reçus dans le cadre du contrat de service au titre des créances cédées et non encore transférés à l'acquéreur s'élève à 22,9 millions d'euros (37,4 millions d'euros au 31 décembre 2016) et sont comptabilisés en dettes financières

Ces programmes de cession de créances portent intérêt à taux variables majorés d'une marge spécifique à chaque programme.

Au 30 juin 2017, l'encours maximum autorisé de ces programmes de titrisation s'élevait à 1 298,6 millions d'euros et était utilisé à hauteur de 1 152,1 millions d'euros.

14.1.3 | Billets de trésorerie

Rexel a lancé un programme de billets de trésorerie de 500 millions d'euros, dont l'échéance varie d'un à trois mois en fonction du type de billet de trésorerie émis, dans le but de diversifier le portefeuille d'investisseurs et d'optimiser les coûts de financement.

Au 30 juin 2017, le montant des billets de trésorerie émis s'élève à 190,7 millions d'euros (131,7 millions d'euros au 31 décembre 2016).

14.2 | Variation de l'endettement net

Aux 30 juin 2017 et 2016, la variation de l'endettement financier net se présente comme suit :

	2017	2016
(en millions d'euros)		
Au 1er janvier	2 172,6	2 198,7
Emission d'emprunts obligataires nette des coûts de transactions.....	295,8	643,4
Remboursement d'obligations	(302,3)	(675,0)
Variation nette des facilités de crédit, des billets de trésorerie et autres dettes financières	80,0	16,4
Variation nette des lignes de crédit	73,5	(15,2)
Variation nette des financements reçus au titre des programmes de titrisation.....	(59,5)	(52,5)
Variation des dettes au titre des contrats de location-financement	(2,4)	(1,0)
Variation nette des dettes financières	11,5	(68,8)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	176,1	257,3
Effet de la variation des taux de change sur l'endettement net	(63,9)	(21,3)
Effet des acquisitions sur l'endettement brut.....	-	2,9
Amortissement des coûts de transaction.....	3,0	3,2
Frais financiers non récurrents liés aux opérations de refinancement.....	6,3	10,0
Autres variations	1,0	(1,9)
Au 30 juin	2 306,7	2 380,2

14.3 | Risque de liquidité

La politique poursuivie par le Groupe pour gérer ses liquidités consiste à s'assurer qu'il y aura un montant suffisant de liquidités pour payer les dettes à leur échéance. Le Groupe vise à maintenir le niveau de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, ainsi que celui des facilités de crédit disponibles, à un montant qui couvre les décaissements relatifs aux dettes financières à un horizon de 12 mois.

L'échéancier des remboursements contractuels des dettes financières, en capital, est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2017	Au 31 décembre 2016
Echéances :		
Un an	665,5	615,9
Deux ans	116,2	8,5
Trois ans	563,6	722,3
Quatre ans	2,0	318,9
Cinq ans	510,2	0,8
Au delà.....	953,7	1 168,7
Sous-total dette financière avant coûts de transaction	2 811,1	2 835,1
Coûts de transaction	(29,3)	(30,0)
Dette financière brute	2 781,8	2 805,1

Les obligations de 500 millions d'euros émises en mai 2015 arrivent à échéance en juin 2022, celles de 650 millions d'euros émises en mai 2016 arrivent à échéance en juin 2023 et celles de 300 millions d'euros émises en mars 2017 arrivent à échéance en juin 2024.

En octobre 2016, Rexel a prorogé la date d'échéance du contrat de Crédit Senior d'un an la portant à novembre 2021. Le contrat de Crédit Senior offre une ligne de crédit multidevises renouvelable d'un montant total de 982,0 millions d'euros, qui peut également être utilisée au moyen de tirages au jour le jour jusqu'à hauteur d'un montant de 157,5 millions d'euros. Au 30 juin 2017, ces lignes de crédit ne sont pas utilisées.

Une ligne bilatérale de 45 millions d'euros a été renouvelée le 3 juillet 2017 et arrive à échéance le 12 novembre 2021. La ligne de crédit de 40 millions de dollars américains avec Wells Fargo Bank International a été renouvelée le 27 juin 2017 et arrive à échéance le 26 juin 2020. Au 30 juin 2017, ces deux lignes de crédit ne sont pas utilisées.

Enfin, les programmes de titrisation arrivent à échéance en 2017 et 2019. Le financement résultant de ces programmes dépend directement du montant et de la qualité du portefeuille de créances cédées. Dans l'hypothèse où les entités concernées ne respecteraient pas certains engagements, ces programmes de titrisation pourraient faire l'objet d'une résiliation anticipée, ce qui aurait un effet défavorable sur la situation financière du Groupe et sa liquidité. Par ailleurs, dans l'hypothèse où les entités *ad hoc* ne seraient plus en mesure d'émettre des instruments de dette (billets de trésorerie) dans des conditions équivalentes à celles pratiquées à ce jour, la liquidité et la situation financière du Groupe pourraient en être affectées.

Les dettes fournisseurs s'élèvent à 2 058,9 millions d'euros au 30 juin 2017 (2 179,0 millions d'euros au 31 décembre 2016) et sont exigibles à moins d'un an.

Au 30 juin 2017, le montant des liquidités du Groupe s'élève à 1 214,0 millions d'euros (1 467,9 millions d'euros au 31 décembre 2016) représentant un excédent de 548,5 millions d'euros comparé au montant de 665,5 millions d'euros de dettes exigibles à l'horizon de 12 mois.

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 30 juin 2017	Au 31 décembre 2016
Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	459,0	619,3
Concours bancaires.....	(116,4)	(84,5)
Billets de trésorerie.....	(190,7)	(131,7)
Contrat de crédit senior non tiré.....	982,0	982,0
Lignes Bilatérales.....	80,1	82,9
Liquidité.....	1 214,0	1 467,9

15. | JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Au 30 juin 2017, le Groupe détient différentes catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur, qui sont présentées dans le tableau suivant :

	Au 30 juin 2017		Au 31 décembre 2016		
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Hiérarchie IFRS 13
<i>(en millions d'euros)</i>					
Actifs financiers					
Instruments dérivés dans une relation de couverture	10,7	10,7	16,2	16,2	Niveau 2
Autres instruments dérivés	9,3	9,3	0,3	0,3	Niveau 2
Passifs financiers					
Obligations senior	1 457,3	1 502,6	1 480,9	1 525,5	Niveau 1
Instruments dérivés dans une relation de couverture	2,4	2,4	0,5	0,5	Niveau 2
Autres instruments dérivés	3,3	3,3	6,8	6,8	Niveau 2

Hiérarchie IFRS

Tous les instruments financiers pour lesquels la juste valeur est soit reconnue, soit donnée en information sont classés dans des catégories selon une hiérarchie de juste valeur, telle qu'elle est décrite ci-dessous, fondée sur la donnée du plus bas niveau qui est significative pour la juste valeur prise dans son ensemble :

- Niveau 1 : prix cotés (non ajustés) sur un marché actif pour des actifs ou des passifs identiques
- Niveau 2 : techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée au niveau le plus fin, qui est significative pour la détermination de la juste valeur, est observable directement ou indirectement)
- Niveau 3 : techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée au niveau le plus fin, qui est significative pour la détermination de la juste valeur, n'est pas observable)

Techniques d'évaluation

Les contrats de couverture de risque de change sont évalués en fonction des taux de change spot observables, des courbes de rendement des devises concernées, ainsi que des écarts de change entre les devises concernées.

Les *swaps* de taux d'intérêt sont évalués selon les techniques d'évaluation fondées sur les courbes de rendement de taux d'intérêt observables. Le Groupe intègre également le risque de contrepartie pour les instruments dérivés actifs ou le risque propre du Groupe pour les instruments dérivés passifs.

16. | SAISONNALITÉ

Malgré un faible degré de saisonnalité du chiffre d'affaires, les variations du besoin en fonds de roulement entraînent une saisonnalité des flux de trésorerie. En règle générale, les flux de trésorerie générés par le Groupe sont plus élevés au quatrième trimestre par rapport aux trois premiers trimestres, dès lors que le besoin en fonds de roulement est plus élevé au cours de ces périodes.

17. | LITIGES ET AUTRES PASSIFS EVENTUELS

Plainte de ACCC (Australie)

Le 3 décembre 2014, la Commission de la Concurrence et de la Consommation Australienne (ACCC) a entamé des procédures auprès de la Cour Fédérale d'Australie (« *Federal Court of Australia* ») envers plusieurs parties, incluant la filiale australienne du Groupe (Rexel Electrical Supplies PTY Ltd). Les procédures ont été lancées à l'encontre de cinq sociétés, six personnes physiques et un syndicat professionnel pour entente illicite présumée et comportement anti-concurrentiel dans la fourniture et l'achat de câbles électriques en Australie. La dernière audience s'est tenue le 12 février 2016. Le jugement a été rendu le 9 mars 2017 et a débouté ACCC de l'ensemble de ses demandes. Consécutivement à cette décision, ACCC a envoyé une lettre à Rexel en mars 2017 pour l'informer qu'elle n'interjettera pas appel de cette décision. Ce dossier est donc clos.

18. | EVENEMENTS POSTERIEURS A LA PERIODE DE REPORTING

A la date de présentation des états financiers consolidés, il n'y a pas eu d'évènements postérieurs au 30 juin 2017 susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière de Rexel.

III. Rapport des commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
63 rue de Villiers
92208 Neuilly Cedex

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Tour Eqho
2, avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris-la-Défense

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2017

(Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2017)

Rexel S.A.

13, boulevard du Fort de Vaux
CS 60002
75838 Paris Cedex 17

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Rexel S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-la-Défense, le 28 juillet 2017,

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Christian Perrier Amélie Wattel

Valérie Besson Jean-Marc Discours

IV. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris,

Le 28 juillet 2017

Patrick Bérard
Directeur Général